

Crise et marasme économiques définissent encore une fois les conditions de l'éventuelle reprise classiste.

Depuis la victoire "alliée" sur l'Irak les grandes lignes de la perspective mondiale que notre mouvement avait explicité dans la deuxième livraison de cette revue se sont vérifiées. Il n'est bien évidemment pas question de réduire l'activité théorique du communisme organisé à la simple science de la prévision des éléments objectifs et subjectifs des situations concrètes car elle implique également le constant rappel des acquis programmatiques du communisme comme théorie des cycles politiques prolétariens et de leur nécessaire aboutissement révolutionnaire. La méthode dialectique permet de resserrer les deux lames des ciseaux de la réalité du MPC, son développement cyclique *et* le cours de la lutte de classe.

Dans tout travail marxiste authentique l'application rigoureuse de la méthode dialectique s'impose très naturellement et doit émerger entière. C'est ainsi que l'identification de la perspective -encore contre-révolutionnaire- se nourrit et trouve son sens dans l'élucidation de la prospective révolutionnaire et de ses séquences.

Par conséquent, le constat et la vérification des prévisions ne peut pas s'arrêter à l'examen, pourtant irremplaçable, des éléments objectifs de la phase mais doit s'étaler sur toute la longueur des conditions subjectives de l'exploitation, des rapports sociaux entre les classes. C'est par là que nous commencerons car, et ceci est une composante déterminante et originale de la période présente, aujourd'hui la crainte capitaliste du réveil ouvrier déforme et imprègne toute intervention anti-cyclique de la classe dominante visant à ré-enclencher l'accumulation dans des proportions historiquement suffisantes. L'hypothèse que nous formulons est, en clair, que toute démarche capitaliste actuelle, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, et à mesure de la gravité de la crise dans chaque aire géopolitique donnée, poursuivant la reprise à des rythmes soutenus de l'auto-valorisation du capital, est "brouillée" par l'extrême attention faite à ne pas favoriser la mise en branle de la lutte des classes. Non pas que cela soit une particularité du moment; en toutes époques le capital et son comité d'affaires étatique prêtent la plus grande attention au degré de danger atteint par la classe exploitée, mais la particularité de la situation actuelle relève du mélange potentiellement explosif d'ingrédients dont l'existence isolée n'évoque pas en soi une telle faculté. Préalablement à tout développement ultérieur il est utile de rappeler qu'historiquement la classe ouvrière s'apprête depuis les années '60 environ à sortir d'un cycle politique défavorable dont les débuts à l'échelle mondiale sont à situer aux alentours des années 1927/1928. Ce jugement, que nous n'allons pas réitérer plus longuement ici, soutient toute l'activité de notre formation et en fonde sa constitution. Un autre pilier, pour ainsi dire, du dispositif analytique qui nous distingue concerne la perception de la décline générale du taux d'accumulation du capital et l'aggravation progressive, bien que non régulière, des crises périodiques du capital total notamment à partir des années '70/'71. Il y a encore l'exacerbation de la compétition inter-capitaliste¹ en rapport direct

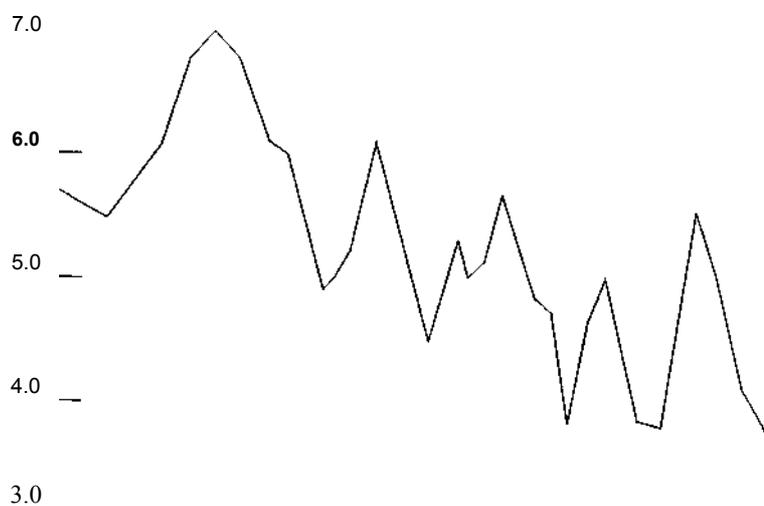
¹ L'échec des négociations du GATT pour le réglage des flux commerciaux internationaux de la fin décembre '91, qui a eu lieu après six ans de pourparlers et de compromis, est exemplaire. Les USA et l'Europe ont définitivement abandonné toute velléité d'accord sur un marché mondial qui généralement se rétrécit.

avec la fin de l'époque de reconstruction postérieure au deuxième carnage capitaliste mondial, la ré-émergence – victorieuse en tendance-des vaincus d'hier et au ralentissement historique de la croissance du taux d'accumulation (c'/c). Subsidiairement, on note une progressive homogénéisation temporelle des cycles économiques du capital total par-delà les zones du monde capitaliste. Dans une étude consacrée à la Yougoslavie, qui figure dans cette revue, on enregistre avec la crise de 1981/82 et encore plus avec la petite crise (c'est-à-dire de courte durée et de faible dévalorisation) de 1986 la synchronisation des cycles à l'Est et à l'Ouest du rideau de fer, entérinant ainsi la fin du traité de Yalta. En marge de cela il est bon de rappeler que, contrairement à toutes les interprétations "politiques" non marxistes, l'essence de cet accord entre démocraties "libérales" et démocraties "populaires" concernait le partage du marché mondial en deux grandes zones dont les relations commerciales étaient explicitement et fondamentalement régies par les rapports de force politiques et militaires entre blocs d'Etats. Une telle situation a permis de décaler dans le temps la crise à l'Est et d'enfermer le prolétariat dans deux cages réciproquement impénétrables. Elle a été démolie par l'émergence dans le camp occidental d'aires géopolitiques en voie d'émancipation de la tutelle américaine (avec en perspective l'Allemagne et le Japon comme nouveaux prétendants au trône du capitalisme mondial) et par l'apparition beaucoup plus marquée des cycles industriels à l'Est avec l'éruption de phases de crise graves et de marasme économique prolongé. La nouvelle configuration du marché mondial, sa diversification progressive, l'articulation du capital total en nombreuses nations de premier ordre et de puissances moyennes, le retour historique des crises réellement planétaires, voilà autant d'impacts qui ont touché mortellement Yalta. Ce qui est maintenant à l'ordre du jour du capitalisme, c'est donc bien la restructuration du marché mondial, des Etats, des rapports sociaux de production, des connexions entre zones géopolitiques entrées en ligne de collision et assurément pas le "chaos", la simple "décomposition" ou autres "poussissements" du MPC. La véritable clé de voûte de cette gigantesque opération de rafistolage du MPC est la redéfinition des liens entre Etat et société civile dans le sens de la domination du premier sur la seconde et plus précisément la restauration démocratique du commandement du capital sur les classes opprimées et le prolétariat. Et si l'indécision, les retards, la confusion, les revirements soudains et improbables semblent prévaloir dans les rangs de la bourgeoisie de tel ou tel pays, si le cours automatique de la crise semble tout emporter y compris les Etats cela ne tient, en dernière analyse, qu'à l'extraordinaire force productive atteinte par le travail social et à la formidable puissance politique potentielle accumulée par la classe exploitée durant la longue période de contre-révolution qui perdure encore. Ce texte se fixe justement l'objectif d'apporter des données ayant la capacité d'étayer ce propos et d'y ajouter des éléments de vérification factuelle.

1. L' anomalie" de la crise aux Etats-Unis.

Indice de production industrielle (source : OCDE. - Base 100 = 1970)		
		% de variation annuelle
1960	62.1	
1961	62.6	+0.8
1962	67.8	+8.3
1963	71.8	+5.9
1964	76.6	+6.7
1965	84.3	+10.0
1966	91.7	+8.8
1967	93.7	+2.2
1968	98.9	+5.5
1969	103.5	+4.6
1970	100	-3.4
1971	101.4	+1.4
1972	111.2	+9.6
1973	120.3	+8.1
1974	118.5	-1.5
1975	108.1	-8.8
1976	118.0	+9.1
1977	127.4	+7.9
1978	135.7	+6.5
1979	141.0	+3.9
1980	138.4	-1.8
1981	141.5	+2.2
1982	131.3	-7.2
1983	139.1	+5.9
1984	154.6	+11.1
1985	157.6	+1.9
1986	159.3	+1.0
1987	166.1	+4.2
1988	175.9	+5.9
1989	180.5	+2.6
1990	182.3	+1.0
1991	178.6	-2.0

Profits nets des compagnies industrielles américaines en pourcentage des ventes



1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 91(*)

Source : Standard
& Poor's
(*) Première moitié

Cette crise n'en finit pas de finir. Voilà le commentaire qui viendrait à l'esprit d'un observateur attentif en parcourant la presse américaine et en écoutant les "officiels".

"Le retournement dans les affaires, qui a commencé plus tôt cette année, a de toute évidence vacillé. C'est évident que l'économie est en train de se battre et qu'il y a des puissantes forces qui travaillent contre un rétablissement cyclique modéré."

(Alan Greenspan président du directoire de la Fédéral Reserve dans une déclaration au Congrès américain du 18/12/91)

Ou encore :

"Un prévisionniste sur trois s'attend à ce que le PNB réel baisse aussi bien au quatrième trimestre de 1991 qu'au premier trimestre '92. Presque tous les autres ne voient pas de solide reprise des profits avant le printemps '92"

(Business Week. 30/12/91)

Et pour finir, il revient à la Tribune de l'Expansion du 20/12/91 de déclarer avec l'OCDE que *"Le rendez-vous avec la croissance n'aura pas lieu avant 1993"*.

Au travers du débat, qui tourne à la divination, entre économistes bourgeois perce la réalité d'une crise qui n'a pas trouvé le salut espéré dans la guerre d'Irak et qui ne peut plus être résumée par le constat que la production industrielle en volume a chuté en '91 d'un petit 2% par rapport à '90. La légère reprise de l'indice de la production des marchandises qui a marqué le deuxième et surtout le troisième trimestre de '91 (respectivement +2.2% et 7.2% par rapport au trimestre précédent) approche de sa fin avec la chute de 0.4% du mois de novembre pendant que l'utilisation de l'outil industriel tombe à 79.1%.

Néanmoins on peut imaginer que le trait dominant de la phase qui est devant nous ne soit plus le grand plongeon des profits et de la production comme pendant le dernier trimestre '90 et le premier trimestre '91. Le caractère prépondérant de '92 va être le marasme économique prolongé, entre coupé par des baisses modérées et des faibles hausses de l'activité économique dans un cadre d'instabilité généralisée... à moins que des facteurs sociaux et/ou géostratégiques ne viennent à nouveau gâcher la "reprise".

Pourtant la guerre d'Irak a permis aux USA de stopper pendant un temps, donc de postposer, la dévalorisation du capital car ce pays :

- a) a gagné des marchés de reconstruction dans la zone touchée par les combats (valeur monétaire estimée à 30/50 Mds de US\$).
- b) a astreint le Japon, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats à financer l'opération "Tempête du désert" à une hauteur bien supérieure à son coût réel : sur environ 60 Mds de US\$ versés par les alliés aux USA, on considère que ces derniers en ont véritablement dépensés à peine plus de la moitié.

"Au cours de cet exercice fiscal achevé le 30/09/91, les contributions versées par les alliés dans le cadre des accords de financement de l'effort de guerre dans le Golfe ont temporairement amélioré les finances publiques pour un montant net de quelques 34 Mds de USX."

(source : BANQUE DE FRANCE "La situation économique a l'étranger". Novembre 1991)

c) a réussi par l'action militaire à écarter sur le court-moyen terme la menace d'une crise "pétrolière" fomentée par des pays producteurs "indisciplinés". L'extrême rapidité du rétablissement des puits Koweïtiens grâce aux "intrépides dompteurs du feu" américains ne peut que conforter cette appréciation.

A ces points marqués par le plus fort pays capitaliste du monde se sont ajoutées des mesures

allant dans le sens de la stimulation de l'accumulation et de la consommation. Ici, on ne citera que celles qui ont déjà été adoptées ou qui sont en passe de l'être :

1) le coût réel du crédit à court terme est ramené progressivement à zéro et atteint aujourd'hui le niveau le plus bas depuis 1964. En termes nominaux les taux directeurs à court terme sont de 3.4%.

2) les marchés publics, les grands travaux d'infrastructure et d'équipement sont relancés. Mr. Bush s'est engagé, lors d'une communication du 08/12/91, à débloquer 9.7 Mds de US\$ sur le budget d'ici mars '92. A plus long terme on envisage de renforcer le réseau autoroutier par un investissement de 150 Mds de US\$.

3) la consommation improductive, l'investissement productif sont encouragés par l'adoption de dispositifs fiscaux appropriés. On parle de défiscaliser les ménages à hauteur de 300 US\$ par an et par famille et de défiscaliser partiellement les profits des entreprises.

Même en admettant que les moyens mis en oeuvre ou qui le seront prochainement ne produisent pas un effet instantané, les motifs de préoccupation pour la bourgeoisie perdureront nonobstant l'ampleur de l'action anti-crise de l'Etat fédéral. Et ce, car :

1) ***"La baisse des Fed funds (et du taux d'escompte) n'est que faiblement transmise aux taux longs et aux taux débiteurs des ménages"***². De plus, l'écart entre taux à court et à long terme s'accroît : en un an il est passé de 0.5% à 4%. Ce qui revient à dire que l'Etat fédéral rencontre toujours de grandes difficultés à se financer via l'émission de bons du trésor à 30 ans et est donc obligé de garder hauts les taux des bons du trésor pour appâter les acheteurs alors même que, malgré toutes les baisses des taux à court terme des prêts entre banques, ces dernières ne les répercutent que très partiellement sur les taux de crédit aux particuliers pour ne pas réduire leur rentabilité.

2) ***"Les dépenses publiques, contraintes par le haut niveau atteint par le déficit public, n'ont pas constitué le même soutien à la croissance qu'usuellement"***. Si l'on considère qu'aujourd'hui les dépenses de l'administration étatique atteignent le sommet historique de 25% du PNB tandis que dans les années '20 ce pourcentage était de 3% seulement et si l'on rappelle que le déficit budgétaire consolidé s'élève en '92 à 375 Mds de US\$, équivalent à 6.5% du PNB, on comprend que les marges de manœuvre de l'Etat, pour l'expansion des marchés publics ou les défiscalisations, sont fortement limitées.

3) ***"Le redressement de la consommation doit sans doute plus à la reprise de confiance des ménages américains face à l'arrêt des hostilités dans le Golfe qu'aux déterminants usuels"***. En d'autres termes on confirme ici que l'effet psychologique du "grand retour de l'Empire américain" après la guerre d'Irak n'était qu'un phénomène de faible portée, en tout cas pas de nature à inverser la barre du niveau de la consommation improductive. On peut tirer le même bilan de la consommation productive car d'après le Financial Times du 23/12/91

"L'investissement (en usines, équipements, infrastructures fondamentales en excluant les investissements dans l'hôtellerie, la distribution et les services) est tombé précipitamment à un niveau par rapport à la production qui, d'après certaines estimations, rappelle les années '40*".

L'investissement productif est aujourd'hui de 12% en pourcentage du PNB alors que durant la crise de 1974-75 il était de 14% et durant celle de '81-'82 de 14.5%.

Et pourtant, comme nous le disions au début de ce chapitre la production industrielle a chuté faiblement en '91 (-2%), le chômage à l'heure où nous écrivons ne touche que 7% de la population active, "les gains salariaux continuent à évoluer plus modérément que les prix" (Banque de France)

² Les citations entre guillemets de ces trois points sont tirées de la "Note de Conjoncture Internationale" datée de décembre 1991 et rédigée par la Direction de la Prévision du Ministère Français de l'Economie et des Finances.

et le rapport des stocks de marchandises invendues sur les marchandises vendues (le dit ratio stock s/ventes) est plutôt bon. Il suffit de comparer chacun de ces éléments avec ce qui s'est passé lors des crises précédentes pour s'en apercevoir:

1) en '91 la production industrielle baisse de 2% relativement à l'année précédente alors qu'en 1975 elle baissait de 8.8% et en '82 de 7.2% pour ne citer que les crises les plus graves -avec '91- de l'après-guerre; elle chutait de 30% entre 1929 et 1933.

2) le chiffre de 7% de chômeurs en '91 est à rapporter à celui de 8.5% en '75, de 9.5% en '82 et '83 ou de 25% en 1930.

3) le coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'industrie a progressé de 4%, c'est-à-dire à un taux plus faible que la dépréciation de la monnaie dans les prix de marche des biens de consommation improductive (4.2%). Il faut aussi prendre en ligne de compte que le coût horaire de la main-d'œuvre avait augmenté de 13.3% en '74, de 8.8% en '75, de 7.3% en '81 et de 6.1% en '82..

4) Le ratio stocks/ventes se situe au plus bas de la phase de crise de '91, dans une fourchette comprise entre 1.44 et 1.46, alors qu'en '74/'75 il se situait entre 1.48 et 1.71, en '80/'81 entre 1.58 et 1.68 et en '82/'83 entre 1.67 et 1.69

Cette crise, si l'on se fie à ces données, a toutes les caractéristiques d'une petite crise davantage comparable à celle de 1986 qu'à celles de '74 et '81. Mais il n'en est pas ainsi. La réalité est plus complexe et le second tableau situé en tête de ce chapitre en fournit la preuve et donne les éléments suffisants à la réponse. D'après la courbe exprimant le rapport entre profit industriel et la valeur-capital réalisée (chiffre d'affaires), que les économistes bourgeois appellent la marge du bénéfice net, on note que :

1) les firmes industrielles américaines dégagent de moins en moins de profits relativement à la valeur-capital réalisée. La mise en relation du taux de profit $-p=pv/(c+v)-$ et de la marge du bénéfice net $-(pv-0)/(c+v+pv)=\pi/C-$ indique également que la tendance à la baisse de la seconde s'apparente à la tendance à la baisse du premier étant entendu que les niveaux atteints par le taux de profit sont chaque fois plus élevés que ceux de la seconde (p est toujours supérieur au π/C correspondant). Depuis 1960 le taux de profit n'a cessé de baisser dans les entreprises industrielles américaines : voilà la première thèse qui se cache derrière la courbe.

2) A l'instar du taux de profit, la marge du bénéfice net connaît des chutes importantes lors des crises de la valorisation du capital total. Entre '65 et '70 la courbe fléchit de 2%, entre '73 et '75 de 1.5%, entre '79 et '82 de 1.7%, entre '84 et '86 de 1.1% et entre '88 et '91 de presque 2%. La hauteur de la courbe en '91 -avec '82 et '86- est la plus modeste des trente années considérées.

Ainsi, cette courbe nous permet de vérifier indirectement la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et d'affirmer que la valorisation du capital productif est à son plus faible niveau historique depuis au moins trente ans. La bourgeoisie, bien évidemment, attribue l'une et l'autre soit à l'endettement progressif des firmes, soit à la ponction fiscale étatique ou encore aux charges du welfare state (lire démocratie sociale), soit à la concurrence exacerbée, etc., alors que toutes ces raisons présumées devraient en réalité être rangées parmi les effets du cycle économique catastrophique du capital et de la croissance de plus en plus lente du taux d'accumulation (C'/C).

Selon ce tableau la crise de '91 a bien été de la même importance, ampleur, gravité que celle de '81/'82³ mais son déroulement, nous l'avons vu aussi, ne s'y rallie pas.

* La décrue modérée de la production industrielle, exprimée en indices relatant les volumes pondérés de marchandises fabriquées, ainsi que les bas niveaux de stocks sont fondamentalement à imputer à la concurrence accrue entre capitaux individuels et entre zones dominantes du marché

³ "Les marges brutes des sociétés non financières mesurées par la comptabilité nationale...sont revenues de plus de 28% de la valeur ajoutée au début de 1984 à 25%, soit les taux observés lors de la récession de 1981 et 1982" (Jacques PLASSARD. Revue POLITIQUE INDUSTRIELLE. N° 21. 1991.)

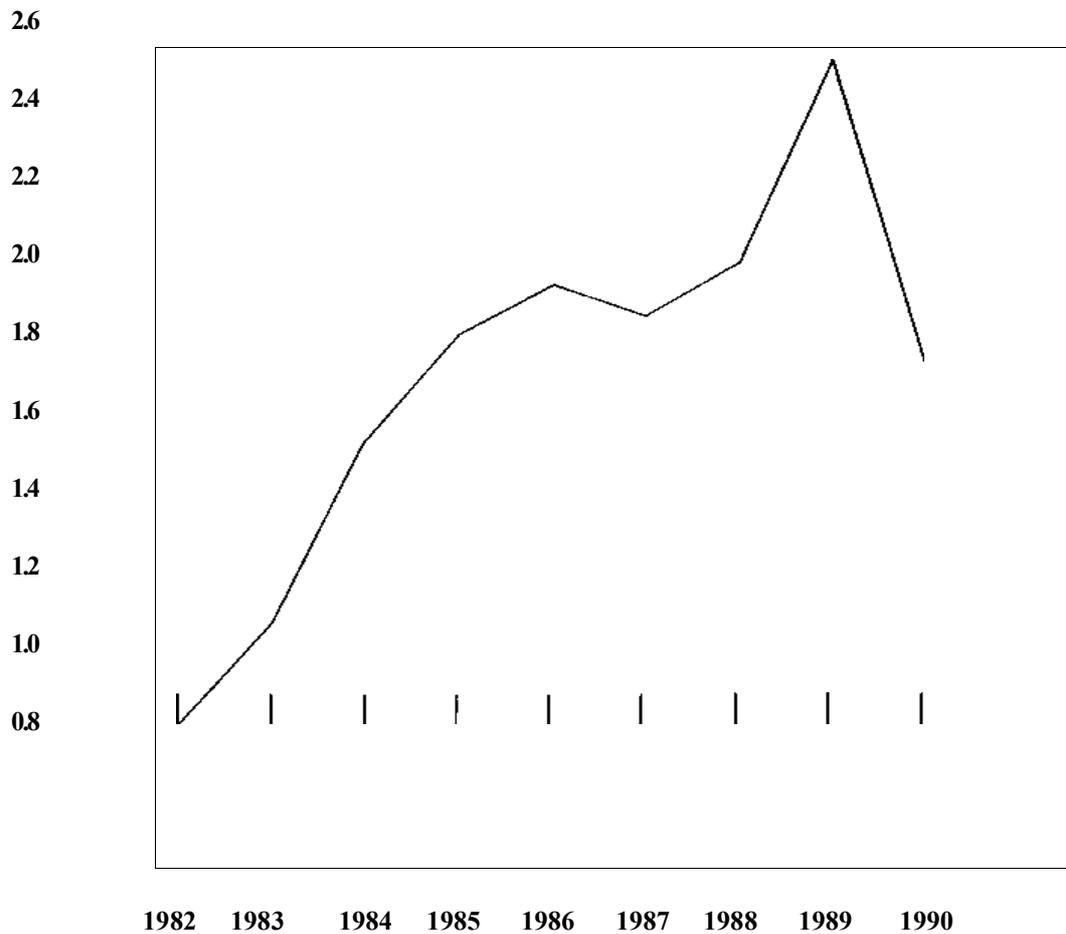
mondial. Les Etats-Unis doivent faire face à la croissance historique des perdants de la seconde guerre capitaliste mondiale qui sont à nouveau en passe -crise aidant- de recouvrer pleinement leurs aires géopolitiques traditionnelles respectives et d'en investir de nouvelles, auparavant sous la coupe américaine ou russe. Ceci les amène dans l'immédiat à tout mettre en oeuvre pour garder des parts de marché : du protectionnisme à la pression diplomatique, du dumping à la braderie, le taux de change du dollar ramené, par une politique des taux d'intérêts à court terme nuls, à ce minimum conjoncturel (ce qui rend les marchandises américaines moins chères que celles des concurrents étrangers et qui parallèlement permet aux industriels de restaurer leurs profits au détriment du capital porteur d'intérêt), la complication des termes de financement du budget de l'Etat (défiscalisation) et son alourdissement (expansion des marchés publics), la baisse des prix de maintes marchandises sont autant de signes allant dans la direction indiquée de garder coûte que coûte l'emprise sur leur marché intérieur et sur ceux des aires géopolitiques dépendantes.

* Le maintien jusqu'à ce jour du taux de chômage entre des limites "acceptables" par la société civile (payé par avance par la classe ouvrière et les autres fractions du travail social qui ont fait état d'une "sagesse" sur les revendications salariales à toute épreuve), le retour (certes timide et truffé de mensonges optimistes quant à ses véritables marges de réalisation dans la période présente) de l'Etat "social" avec le redémarrage des dépenses publiques improductives, l'appel belliqueux à l'unité nationale, au patriotisme au moment de la campagne d'Irak et après, sont autant de faits dont la lecture attentive révèlent une réelle attention du représentant du capital social, l'Etat, au thermomètre social, au danger d'une reprise de la lutte de classe. Attention d'autant plus importante qu'une des caractéristiques, et pas la moindre, de la situation actuelle consiste en la convergence dans la crise des cycles économiques des principales zones du marché mondial, donc en la possibilité objective que des luttes de classes traversent la totalité du corps capitaliste.

2. L'Allemagne entre le Charybde de la restructuration dans l'ancienne RDA et le Scylla de la crise des pays de l'aire russe

Indice de production industrielle (source: ocde -Base 100 = 1970)		
1960	55.5	
1961	59.0	+6.3
1962	63.9	+8.3
1963	66.2	+3.6
1964	71.3	+7.7
1965	75.2	+5.5
1966	76.0	+1.1
1967	74.1	-2.5
1968	81.3	+9.7
1969	97.15	+12.8
1970	100	+9.0
1971	101.3	+1.3
1972	105.1	+3.7
1973	111.4	+6.0
1974	109.2	-2.0
1975	102.5	-6.1
1976	110.4	+7.7
1977	112.7	+2.1
1978	114.9	+1.9
1979	120.3	+4.7
1980	120.6	+0.2
1981	118.7	-1.6
1982	114.9	-3.2
1983	117.4	+2.1
1984	121.2	+3.2
1985	127.1	+4.8
1986	129.4	+1.8
1987	129.9	+0.3
1988	134.6	+3.6
1989	141.0	+4.7
1990	148.4	+5.2
1991	153.6	+3.5

Marge des profits nets pour une sélection des meilleures compagnies allemandes (1)



(1) Ici, la marge du bénéfice net est calculée de la façon suivante : $(\text{profit industriel} / C) * 100$ alors que dans le tableau correspondant pour les Etats-Unis on a $(\text{profit industriel} / C)$. Aussi la série se base sur l'addition des profits industriels et celle des chiffres d'affaires des 250 premières entreprises industrielles existantes tout au long des 20 années analysées alors que pour la courbe américaine il s'agit des 600 premières firmes prises année après année. On n'a pas pu calculer le même ratio pour l'année '91, faute de données complètes.

La crise est en passe de gagner l'Allemagne. De nombreux indicateurs vont dans ce sens. En '90 déjà, la marge du bénéfice net des plus importantes entreprises industrielles s'était dégradée plus qu'en '86/'87 et ce, malgré que les quantités physiques de marchandises produites -toujours en '90 et en pourcentage sur '89- avaient été parmi les plus importantes depuis 1970.

D'après tous les observateurs, les entreprises industrielles subiront le contrecoup de la fuite en avant de la "réunification" en '92. L'annexion de la RDA a été en '91 un formidable facteur de relance des affaires. Il a été soutenu par un Etat jouissant d'une santé exemplaire. La restructuration de la RDA et ses coûts sont à la hauteur exacte de la gravité de la crise de dévalorisation qui avait frappé ce pays. Une production n'atteignant plus en '91 que 60% de son niveau avant l'annexion, un taux de chômage par rapport à la population totale de 20 à 30% ou encore la suppression de près de 4.87 millions d'emplois depuis '89 -soit la moitié des emplois enregistrés en '89- , sont les aspects saillants d'une crise qui n'est pas finie. Il suffit d'avoir à l'esprit cette donnée : d'après "l'Institut de conjoncture berlinois IAW... les sociétés privatisées (5000 sur 11200 à ce jour) estiment à 100000 Marks par poste de travail les investissements nécessaires, contre 60000 pour les firmes encore propriété de la Treuhand" (La Tribune de l'expansion du 03/10/91). Le gouffre financier provoqué par une telle entreprise est gigantesque et il a été presque entièrement supporté par l'Etat fédéral. Sur les 140 Mds de DM qui ont été déboursés en tout pour l'Allemagne de l'Est, 90 sortent des caisses de l'Etat, ce qui a ramené le déficit budgétaire en '91 à 60 Mds de DM. La lourdeur de cette charge sera accrue en '92 car sur les 160 Mds de DM d'investissements et subventions diverses prévus, 35 seulement seront à la charge des entreprises privées, selon les estimations de l'Institut de Conjoncture munichois IFO. Cette masse d'argent fédéral a permis en '91 -toujours selon une étude de l'IFO- d'apporter 2.4% de croissance supplémentaire au PNB sur un total chiffré par Goldman and Sachs à 3.1%. La production industrielle en a profité largement mais déjà à la fin de l'année '91, la tendance s'est nettement renversée, alors qu'en '90 encore le volume des commandes intérieures de moyens de production avait augmenté de 17% entre le premier et le quatrième trimestre. Les équipements mécaniques, dont la production (selon le syndicat patronal de la machine-outil) avait connu une progression de 8.5% en '89 et de 5.7% en '90, a chuté de 2% en '91. Aussi, le taux d'utilisation des capacités de production qui avait atteint '90% en '90 revient à 87.2% en '91. La Direction de la prévision du Ministère Français de l'Economie et des Finances s'exprimait ainsi en décembre '91 :

"En conséquence, l'investissement productif aussi bien en biens d'équipements qu'en bâtiments devrait reculer au second semestre. La formation de stocks, pour les mêmes raisons, devrait apporter une contribution à la croissance du PNB nulle, voire légèrement négative, toujours au second semestre."

Le déclin de la consommation productive et improductive intérieure ne sera pas compensée par les marchés extérieurs si bien que, après un bond des exportations de 5% au premier semestre de '91, elles marqueront un recul de 2% au second semestre de '91. Le Mark fort a renforcé la pénétration étrangère de marchandises qui, sur la consommation intérieure totale, est passée de 35.5% en '89 à 38% en '90 et à 41% en '91.

Pour pallier à cette situation l'Etat s'est attelé à la lourde tâche de drainer la valeur-capital monétaire nécessaire. Il l'a fait essentiellement par trois biais :

1) les mesures fiscales du milieu de '91 et l'augmentation des prélèvements sociaux frappant essentiellement la consommation improductive. Elles ont soulagé le budget de l'Etat bouclé en '91 de 24 Mds de DM et elles lui rapporteront vraisemblablement 35 Mds supplémentaires en '92. A celles-ci s'ajoutera la montée à 15% de la TVA en '93.

2) l'arrêt ou la réduction des subventions industrielles et des indemnités des chômeurs. Citons la décision de diminuer les aides publiques accordées à la production de charbon d'ici '95 et qui s'élèvent à l'heure actuelle à 10 Mds par an ou encore la réduction prévue des "programmes

sociaux" pour l'Allemagne de l'Est où deux tiers des revenus des ménages dépendent du budget de l'Etat.

3) des taux d'intérêt à court termes élevés. L'Allemagne, en a franchi le plafond historique le 19/12/91 en portant les taux directeurs respectivement à 9.75% et 8%. Depuis 1948, ce pays n'avait plus connu un tel niveau du prix de l'argent. Ce mouvement à la hausse, qui fait crier les autres pays capitalistes au sabotage de l'économie mondiale, est imposé par deux considérations supplémentaires : la première consiste en l'expression démesurée des demandes de crédits (au mois de novembre '91 elles ont été de 35 Mds de DM alors qu'en novembre de '90 elles étaient de seulement 21.8 Mds) dont on peut légitimement penser qu'ils seront remboursés avec toujours plus de mal; la seconde étant de contraindre les entreprises à lâcher moins d'augmentations salariales aux travailleurs, leur imposant une gestion bien plus austère. Cependant, selon le rapport de la Bundesbank daté d'octobre '91,

"le recours aux marchés financiers de manière aussi intensive qu'en '90 et '91 ne peut se poursuivre sur plusieurs années sans que le service de la dette ne prenne des proportions insoutenables. Rien que le remboursement des intérêts des sommes empruntées cette année (1991) se chiffre à 10 Mds de DM par an sur une longue période. Ce qui rendra inévitable, à moyen terme, des corrections budgétaires".

Autant dire que l'Etat ne peut aucunement tirer à l'infini sur la corde des crédits alors même que la plus-value sociale extorquée baisse. A terme, l'Etat devra sacrifier à sa nature de capitaliste individuel l'accomplissement de ses tâches en tant que représentant du capital social.

Mais si l'Allemagne est très durement tiraillée à l'intérieur par la difficile digestion de la RDA et par une classe ouvrière dont les exigences à l'Est comme à l'Ouest n'ont pas été muselées, une autre source de soucis pour la classe dominante de ce pays est représentée à la fois par l'effondrement de la valorisation, les coûts de la restructuration et du maintien de la paix sociale en Russie.

L'Allemagne occupe une place de plus en plus centrale dans le monde capitaliste et en particulier dans la zone anciennement russo-centrique. Quand on est une formation économique qui représente 20% environ des réserves monétaires mondiales, et avec une monnaie qui est la principale devise étrangère de référence des démocraties populaires, quand on devient avec l'incorporation de la RDA le principal fournisseur étranger de machines-outils de l'URSS et lorsqu'on détient plus du tiers des créances d'un pays de cette taille, on ne peut pas se désengager tout simplement, avec élégance, quand ça va trop mal. Mais les liens financiers de l'Allemagne avec l'Europe de l'Est et en particulier l'URSS ne s'arrêtent pas là. Elle a dû payer un prix colossal rien que pour acheter le feu vert de l'URSS à l'annexion de la RDA. Selon un calcul du Ministère des Finances Allemand, 13.5 Mds de DM ont été déboursés pour "encourager" le rapatriement des troupes russes basées dans le Brandebourg et en Saxe. A cela s'ajoutent les garanties accordées par le gouvernement de Bonn aux exportations vers l'URSS pour un total estimé à 24.7 Mds, somme que l'Allemagne ne reverra cette fois probablement jamais plus ainsi que les ventes toujours non réglées de marchandises de la RDA livrées à l'URSS pour un montant global additionnel de 17 Mds de DM.

Si pour le moment les banques commerciales ont supporté avec peu ou pas de dégâts toute ou une grande partie du fardeau grâce au haut niveau des garanties accordées par l'administration allant jusqu'à 90% des crédits octroyés; encore une fois, l'Etat se trouve au centre du dispositif. Un Etat dont le désengagement financier est rendu plus ardu à mesure des risques de débordement social en URSS et à mesure de l'ampleur des flux migratoires de ses populations aux abois, affamées par la crise et chassées par les guerres civiles. C'est seulement à ce stade, à la lumière de

cette démonstration, que l'on peut percevoir entièrement le caractère extrêmement dramatique et presque pathétique de la déclaration de Mr Müllemann, ministre allemand de l'économie qui, en juin dernier, affirmait :

"L'Allemagne n'est pas en mesure de financer seule la restructuration d'un empire de 275 millions d'habitants sans remettre en danger son propre équilibre".

A bon entendeur...

3. Après 25 ans d'accumulation presque linéaire le Japon se frotte à la crise

Indice de production industrielle (source: ocde Base 100 = 1970)		
		% de variation annuelle
1960	28.2	
1961	33.7	+19.5
1962	36.4	+8.0
1963	40.6	+11.5
1964	47.0	+15.7
1965	48.8	+3.8
1966	55.2	+13.1
1967	65.7	+19.0
1968	75.8	+15.3
1969	87.9	+15.9
1970	100	+13.7
1971	102.7	+2.7
1972	110.1	+7.2
1973	126.6	+14.9
1974	121.8	-3.8
1975	108.2	-11.1
1976	120.2	+11.1
1977	125.2	+4.1
1978	133.1	+6.3
1979	142.9	+7.3
1980	149.7	+4.7
1981	151.1	+0.9
1982	151.6	+0.3
1983	156.5	+3.2
1984	171.1	+9.3
1985	177.3	+3.6
1986	177.0	-0.1
1987	183.1	+3.4
1988	200.0	+9.2
1989	212.1	+6.0
1990"	222.2	+4.7
1991	227.7	+2.4

Marge des profits nets pour une sélection de compagnies japonaises (%)



Un représentant du MITI avouait en octobre dernier que :

"L'économie japonaise se dirige vers la récession la plus grave depuis la dernière crise pétrolière de 1974-1975, si l'on juge à partir de la production industrielle du troisième trimestre".

(Financial Times. 17/10/91.)

Depuis le mois d'octobre '91, l'indice de la production industrielle rapporté à la même période de '90 est négatif bien que sur la totalité de l'année en question il ait progressé de 2.4%. Les profits industriels, en proportion des chiffres d'affaires s'étaient déjà sensiblement rapprochés en '90 des valeurs de 1982 et, selon une enquête récente effectuée sur la base des comptes d'exploitation des 100 plus grandes entreprises manufacturières nippones, ils auraient diminué de près de 9% en '91. La Banque du Japon prévoit que cette baisse devrait se poursuivre et même s'aggraver en '92. Quatre autres signes négatifs s'y ajoutent : d'une part l'augmentation des stocks de marchandises invendues (11.4% de plus en novembre '91 relativement au même mois de '90), d'autre part la montée à 9% du PNB du déficit financier des sociétés industrielles (calculé sur la base de la différence entre provisions sur les profits et dépenses sur capital), d'autre part encore la baisse de l'investissement productif des firmes (sa progression n'a été en '91 que de 5% en glissement annuel alors qu'en '90 elle avait été de 14% et en '89, de 15%; la prévision de Salomon Brothers pour '92 la place à seulement 4%) et pour terminer, le recul du taux d'utilisation des moyens de production disponibles qui a baissé plus qu'en '85, année (à ce jour) de sa plus grave crise depuis 1976⁴.

La formidable machine capitaliste japonaise doit, en outre, faire face aux effets néfastes d'un autre phénomène dont l'origine n'est pas mécaniquement liée à la crise actuelle mais plutôt au développement progressif de sa propre puissance. Nous voulons mentionner ici l'aggravation du conflit commercial et financier sur le marché mondial et en particulier sur le marché américain dans lequel le Japon occupe une part cruciale. Il faut avoir à l'esprit que les USA sont la plus importante place étrangère pour les investissements directs nippons (à la fin '89, leurs stocks d'investissements directs dans le secteur manufacturier américain représentait 20 Mds de US\$ sur un total de 50 Mds) et le marché extérieur le plus juteux (en '90, sur un montant global des exportations japonaises de 288 Mds de US\$, 92 Mds ont été écoulés aux USA, soit plus du tiers) et que le Japon est le principal bailleur de fonds étranger de l'Etat fédéral. L'imbrication entre les deux principales formations économiques de la planète est, on le voit, extrêmement poussée et, conformément à la logique du mouvement concurrentiel du capital social total, porteuse de compétition et de guerres économiques, en particulier lors des crises. Les professeurs George Friedman et Meredith Lebaro se sont fait les chantres de la résistance américaine à l'invasion japonaise de marchandises et de capitaux. Dans un livre prophétique intitulé "La guerre imminente avec le Japon" qui a suscité un énorme intérêt au sein de la classe dominante des USA, ils énoncent la séquence suivante : réduction forcée des exportations japonaises sous la pression protectionniste de Washington, repli nippon sur son marché intérieur (voué à l'échec car trop exigu pour assurer l'écoulement de sa production), reprise de la production d'armes pour pallier à l'insuffisance du marché...Pearl Harbor.

Derrière la prophétie font néanmoins surface certaines réalités qu'il est bon de citer :

1) dès '86 le Japon s'appuie exclusivement sur l'expansion de la demande intérieure pour assurer la réalisation de ses valeurs-marchandises. Depuis cette année *"les importations ont beaucoup progressé et la contribution des exportations à la croissance est devenue négative."*

⁴) Ce ralentissement de la production industrielle conjugué à la stagnation, voire au recul, du pouvoir d'achat des salariés causé par la baisse des profits (rappelons que pour un travailleur d'une multinationale nipponne 40% de ses revenus sont liés aux performances de l'entreprise), la diminution drastique des importations qui sont passées de 20.6 Mds de US\$ en novembre '90 à seulement 17.6 Mds en novembre '91.

Quatre ans plus tard (1990) l'excédent commercial était amputé d'un tiers...". (LT. 20/11/91)

2) l'achat de titres financiers à l'étranger est tombé de mois en mois de 14.26 Mds de US\$ à 4.3 Mds aujourd'hui.

3) au premier semestre '91 et pour la première fois depuis 11 ans, on a eu plus de capitaux étrangers qui ont atterri au Japon (72.4 Mds de US\$) que de capitaux qui se sont expatriés (68.6 Mds).

4) les investissements directs nippons à l'étranger ont diminué au cours des 8 premiers mois de '91, s'établissant à 23 Mds de US\$ contre 34 Mds lors de la même période de '90 (-33%).

5) en '91, l'excédent commercial du Japon avec les USA est tombé à 41 Mds de US\$ contre, par exemple, 52 Mds en '87.

Le Japon se recentre donc sur son marché et dans l'immédiat, place toutes ses chances de limiter les dégâts de la crise mondiale dans trois types d'actions anti-cycliques :

1) la baisse des taux d'intérêt. A l'heure où nous écrivons, le taux d'escompte de la Banque Centrale est de 4.5% alors qu'il était d'un point plus élevé au mois de juin '91. Cette récession des taux n'est pas stable car, que l'on s'en souvienne, entre mai et août '89, la Banque du Japon les avait relevés de 2.5% à 6% pour freiner une expansion monétaire et financière excessives.

2) le développement des dépenses publiques, de la consommation improductive de l'Etat. Le Japon est un pays où le déficit budgétaire ne représente aujourd'hui que 1% du PNB, le plus faible parmi les pays fortement industrialisés. L'envers du décor, cependant, réside à la fois dans le fait que 23% des dépenses publiques totales sont consacrées au remboursement de la dette, rétrécissant d'autant la marge de manœuvre anti-crise de l'Etat, tandis que les ressources fiscales baissent à mesure du ralentissement des affaires.

3) le recentrage et l'expansion vers les marchés extérieurs de son aire géopolitique traditionnelle (Chine, Sud-Est Asiatique). L'Asie (Chine comprise) représente en '91 15.3% de la totalité des investissements de capitaux nippons à l'étranger. A leur tour, Hong Kong et la Chine (si pour celle-ci l'on exclut Macao et Hong Kong)⁵ commercent en priorité avec le Japon qui devient ainsi leur premier investisseur étranger⁶. Les exportations japonaises vers l'Asie du Sud-Est ont progressé en '91 de 23%.

En somme, on ne peut certes pas dire qu'aujourd'hui le Japon soit frappé par une crise d'une gravité exceptionnelle, rien de comparable en tous cas avec celle de '74/'75 qui a été sa crise la plus grave de l'après-guerre. Toutefois, la conjoncture internationale et sa dépendance encore importante des Etats-Unis ainsi que la grande fragilité des formations économiques asiatiques telles la Chine, Hong Kong, Taiwan où les deux Corées, le rendent éminemment vulnérable. L'hypothèse que nous formulons est que, si la crise cède le pas à une période longue de marasme économique aux USA, si la crise gagne la plupart des pays du Sud-Est Asiatique et si les pressions protectionnistes européennes et américaines vont s'accroissant, le Japon devra en supporter les frais, multipliés à la puissance de sa force actuelle.

⁵ Les premiers partenaires commerciaux de la Chine sont, en '90, Hong Kong et Macao (27% des importations alors que le Japon est à 14.2%) ainsi que les premiers investisseurs directs étrangers. Entre 1980 et 1989 le stock d'investissements directs de Macao, Hong Kong et Taiwan en Chine est de 9.5 Mds de US\$ tandis que les USA et le Japon sont encore loin derrière avec chacun 2 Mds).

⁶ Dès '90 le Japon, si l'on exclut Hong Kong, gagne la première place des investisseurs étrangers en Chine (0.457 Mds de US\$ contre 0.357 Mds pour les USA). A Hong Kong aussi, l'Empire du Soleil Levant prend depuis '91 la tête des investisseurs étrangers dans l'industrie avec un total de 1.8 Mds de US\$, dépassant ainsi Singapour.

4. En URSS l'Etat se cherche pendant que la dévalorisation atteint des nouveaux sommets : la crise dissout les rapports sociaux et leur expression étatique.

Indice de production industrielle (source: ocde- Base 100 = 1960)		
		% de variation annuelle
1960	100.0	
1961	109.0	+9.0
1962	120.0	+10.1
1963	129.0	+7.5
1964	139.0	+7.7
1965	151.0	+8.6
1966	165.6	+9.7
1967	182.3	+10.1
1968	197.5	+8.3
1969	211.2	+6.9
1970	228.0	+7.9
1971	246.2	+8.0
1972	283.1	+15.0
1973	302.6	+6.9
1974	327.2	+8.1
1975	351.8	+7.5
1976	369.0	+4.9
1977	391.1	+6.0
1978	408.4	+4.4
1979	423.1	+3.6
1980	437.9	+3.5
1981	453.8	+3.6
1982	464.2	+2.3
1983	481.7	+3.8
1984	503.6	+4.5
1985	525.5	+4.3
1986	551.7	+5.0
1987	560.5	+1.6
1988	582.4	+3.9
1989	591.2	+1.5
1990	54.W	-8.0
1991	381.0	-30.0

Lorsqu'un pays capitaliste qui a été la seconde puissance militaire du monde et la quatrième puissance économique sombre dans une crise de dévalorisation de cette envergure, toutes ou une grande partie des cartes du MPC se mélangent et en sont bouleversées. L'URSS est aujourd'hui dans la même situation que les Etats-Unis en 1931-1933. La seule différence se situe au niveau du poids relatif des deux pays, quatrième rang mondial du point de vue de l'accumulation capitaliste pour l'URSS de 1992, première formation économique -déjà- pour les USA en ces années '30. Dans notre revue N°1 on identifiait les plus importantes lignes de fracture de la valorisation capitaliste en URSS. Rappelons-les :

* ***Crise monétaire.*** L'Etat a joué à fond la carte du monopole monétaire. Pour à la fois financer ses dépenses et assurer la circulation des marchandises, l'Etat a fait payer le prix fort au capital porteur d'intérêt sans pour autant parvenir à enrayer la chute de l'accumulation. La ponction étatique sur la valeur-capital monétaire a été particulièrement lourde; les particuliers sont astreints à livrer une grande partie de leurs revenus aux banques à des taux d'intérêt annuels dérisoires de 9% (l'épargne soviétique correspond à 40% du PNB), les entreprises, depuis la fin '90, doivent, en échange de l'"autonomie" financière, donner à l'Etat 40 à 70% des devises étrangères dont elles rentrent en possession et les banques commerciales versent automatiquement 10% de leurs actifs à la Banque Centrale. Les salariés et les entreprises donc, en plus de la levée fiscale "normale" (12% d'impôts sur les revenus et 5 à 90% sur les profits des sociétés), sont davantage pressurés par l'administration centrale et locale afin de maintenir les dépenses budgétaires. Cet énorme drainage d'argent s'accompagne d'une dépréciation monétaire poussée, expression à la fois de la crise générale de l'accumulation et de la nécessité d'y faire face en gardant fluide, coûte que coûte, la circulation des marchandises. La masse monétaire en circulation, qui entre '87 et '91 n'avait progressé que de 78%, a crû dans les six premiers mois de '91 de 44% et, après le "putsch" du mois d'août '91, d'encore un tiers par rapport au niveau atteint en juin '91. On estime la dépréciation du rouble à 250% en '91⁷ avec une pointe de 32% durant le seul mois de novembre, c'est-à-dire 900% en rythme annuel. Le taux de change de la monnaie russe est passé de 1.7 Rbs (roubles) contre 1 US\$, parité officielle toujours en vigueur, à 100 Rbs pour 1 dollar ou même 300 sur le marché boursier. L'Etat lui même "donne l'exemple", si bien que 70% du déficit budgétaire global est financé par la fabrication de nouveaux billets : rien que pendant les cinq premiers mois de '91 la Banque Centrale a "prêté" à l'Etat une somme de 830 Mds de Rbs (en cinq mois, on obtient 178% d'augmentation sur l'année précédente).

Les conséquences de la manœuvre monétaire et du prélèvement étatique massif de valeurs-capital monétaires sont inscrites dans l'oblitération du rouble comme moyen de crédit puis comme moyen de circulation et aujourd'hui aussi comme simple unité de compte. Les piliers bancaires et financiers du système fédéral de crédit sont saignés jusqu'au bout et désormais inopérants : leur faillite est une réalité, comprimés comme ils le sont entre l'affaiblissement de l'Etat central et de son monopole monétaire et le refus des entreprises, des particuliers et des articulations périphériques de l'Etat (républiques, régions, collectivités locales) de se soumettre à nouveau à leur emprise. Ainsi, le Vnesheconombank, la Banque du Commerce Extérieur fédérale a fait faillite le 15/12/91, restant avec un actif dérisoire de 60 millions de roubles. Ainsi, la Banque Centrale, privée de ses moyens légaux, a été purement et simplement absorbée par son homologue russe.

* ***Crise énergétique.*** Les chiffres de la crise énergétique sont explicites. Alors qu'en '90 l'URSS était encore le premier producteur et exportateur de brut, loin devant l'Arabie Saoudite, avec un débit de 575 millions de tonnes, en '91 le classement mondial a été bouleversé. L'URSS n'est plus en mesure d'extraire que 80% des volumes d'hydrocarbures de '90, 30% de ses pipe-Unes sont hors d'usage car les investissements nécessaires à leur entretien n'ont pas été réalisés, et en '91 ses exportations ont chuté d'au moins 50%. Seules ont résisté l'extraction et l'exportation de gaz

⁷ D'autres sources font état d'une "inflation" de 450% en '91 et d'autres même de 900%.

naturel dont les niveaux sont en '91 sensiblement les mêmes qu'en '90 (816 Mds de m3 de production dont 104 exportés). En '92 on prévoit que la production de pétrole tombera à 480 millions de tonnes soit l'équivalent de la simple consommation interne du pays. Les exportations seront donc réduites à zéro⁸. Le capital ne s'investit plus dans l'extraction et le raffinage du brut car incapable de s'y valoriser; les coûts de production sont trop élevés : ils dépassent le prix de marché et l'Etat n'est plus à même de subventionner les entreprises pétrolières afin de combler le hiatus entre coûts et prix qui jusqu'à maintenant avait assuré la valorisation du capital avancé dans ce secteur. Le pétrole à des prix 3 à 4 fois moindre par rapport à ceux du marché "libre" est un moyen passablement spécifique à la formation russe à la fois

- 1) pour accroître relativement l'accumulation -à capital anticipé constant ou plus petit que celui des concurrents des pays centraux du MPC ;
- 2) pour réduire d'autant les coûts de production des autres secteurs industriels;
- 3) pour rétrécir le temps de rotation du capital total.

Une telle opération despotique sur les cours des produits énergétiques doit se fonder sur la bonne santé financière de l'Etat et la maîtrise totale de ses marchés intérieurs et extérieurs. A titre d'exemple, il suffit de rappeler que la Fédération de Russie, qui jusqu'ici a fourni 90% du pétrole consommé dans les autres républiques de l'URSS, transfère à son industrie pétrolière 33 millions de roubles par an pour maintenir le baril sur le marché intérieur à un bas prix.

L'échange inégal -mais qui était soutenu par le budget étatique- au détriment de la république la plus riche en hydrocarbures était une caractéristique spécifique du maintien et de la conservation de la formation économique et sociale fédérale, un tribut au renforcement de la division nationale du travail et au développement du marché intérieur; et ce même si cela paraît paradoxal et incongru à Mr Gérard Duchêne qui passe pour être un soviétologue averti⁹. Pareillement que dans les pays "libres" où l'Etat subventionne les tarifs des transports publics, certains prix de biens de consommation et de moyens de production, le comité d'affaires de la classe dominante de l'URSS a joué à fond son rôle de représentant du capital social au prix de son existence même comme capital individuel. La décision de la mi-novembre '91 prise par la Fédération de Russie de limiter ses "exportations" énergétiques vers les républiques marque un recul d'envergure de l'Etat fédéral et de sa tentative de survivre envers et contre les tendances à la dislocation de la société civile.

Aujourd'hui l'Etat se préfère russe que fédéral car cela lui permet de maintenir un minimum de continuité de son administration et de sa capacité d'action pendant la crise.

* **Crise agricole.** La pénurie guette le prolétariat et les populations de l'URSS. Après une année '90 plutôt bonne, les tonnes métriques de grain récoltées en '91 ont subi un recul de 22% sur l'année précédente. Depuis le printemps '91 les prix ont augmentés de 900 à 2000 Rbs par tonne. En Russie, les réserves de nourriture sont extraordinairement faibles et les quantités de viande disponibles sont en retrait de 20% par rapport à '90 si bien que dans plus de 50 villes russes, viande, beurre et vodka ont été rationnés ou ont tout simplement disparu du marché. L'Etat central a été à tel point incapable de rationaliser l'approvisionnement en denrées alimentaires des villes industrielles que même en '90, alors que les moissons avaient été très bonnes, il n'a pas pu imposer aux Kolkhozes, Sovkhozes et paysans indépendants de vendre leurs marchandises et a été obligé d'importer 39 millions de tonnes de céréales. Les capitalistes agricoles ont préféré vendre leurs produits au compte-gouttes sur le marché "noir" ou encore les stocker dans l'attente de la restauration d'une monnaie stable et sûre. Aussi, pour éviter des contrecoups sociaux à la

⁸ L'arrêt des exportations d'hydrocarbures aggrave l'état des finances publiques car les ventes de produits énergétiques assuraient 53% des rentrées en devises étrangères fortes.

⁹) *"Le paradoxe est que, aux prix intérieurs, la Russie "rend" son pétrole et ses matières premières bon marché aux républiques, et leur "achète" relativement cher leur produits. Aussi les républiques croient-elles être excédentaires par rapport à la Russie, alors qu'elles sont en fait -en devises - subventionnées par cette dernière."* (Gérard Duchêne, professeur à Paris XII in Le Monde du 01/10/91)

crise institutionnelle d'août '91, les autorités centrales s'étaient déclarées disponibles à acheter en quantités et à des prix "libérés" les marchandises des paysans capitalistes; mais cela n'a encore une fois pas donné de résultats tangibles : au premier octobre '91, 35.4 millions de tonnes métriques de grain seulement avaient été vendues à l'Etat. A ceci se sont ajoutés les chantages d'Ukraine, de Biélorussie et des républiques musulmanes de ne plus livrer de la viande et des céréales à la Russie afin de renforcer leurs positions "contractuelles" respectives à l'égard de la république plus forte. Le blocus commercial entre républiques est une expression ultérieure de la crise générale de la valorisation et de la profonde crise institutionnelle qui en a découlé. La famine devient une arme majeure de la guerre économique entre fractions territoriales du capital social.

L'Etat comme vecteur de l'accumulation et victime par excellence de la crise.

A la croisée des trois chemins de la crise industrielle, (matérialisée en '91 par une chute de la production de marchandises de 30%, alors qu'en '90 elle était déjà en baisse de 8%), on retrouve encore et toujours l'Etat et son budget. Pour prendre la mesure exacte du rôle de l'Etat dans l'accumulation de la formation russe il suffit de relever ces deux chiffres : 65% du PNB est assuré par les dépenses publiques et 90% des salaires relèvent de l'administration de l'Etat. L'Etat russe est à la fois le produit de la contre-révolution bourgeoise qui dans la deuxième moitié des années '20 a balayé le pouvoir soviétique et de la formation économique capitaliste tsariste spécifique. De la première il a endossé la forme "socialiste", nécessaire à parachever la défaite d'une fraction du prolétariat mondial qui avait su bâtir son ordre et son Etat; de la deuxième il a gardé le rôle central de l'Etat dans l'accumulation du capital. Le développement colonialiste moderne de la Russie post révolutionnaire l'a tout naturellement placée dans une position sur l'échiquier mondial qui nécessitait, à l'instar du tsarisme, un soutien armé adéquat de son expansion économique internationale. Le support militaire était d'autant plus important que l'écart de productivité du travail social avec les pays capitalistes plus forts était grand. De là naît le mythe, ou mieux, l'idéologie selon laquelle la Russie stalinienne était fondée sur la dictature d'un soi-disant complexe militaro-industriel qui aurait absorbé toutes les forces productives du pays. Si effectivement, les dépenses d'armement ont eu une place importante (16% du produit social alors que, par exemple, les Etats-Unis sont à 6.5% et la France à seulement 3 à 3.5%) et certainement plus consistante que dans les autres principaux pays du MPC, cela ne s'est pas fait au détriment du capital social. Sur la base d'une étude de Gérard Duchêne et des précieuses contributions d'Eugène Zaleski nous savons aujourd'hui que le rapport entre la section 1 du capital social -celle qui produit les moyens de production- et la section 2 de la consommation improductive (au sein de laquelle nous incluons les systèmes d'armes), est sensiblement le même pour la France et la Russie stalinienne : 38% de la production russe est représentée par des biens dit d'investissements (soit des moyens de production), 16% par l'armement et 46% par les biens civils de consommation improductive; en France 60% de la production est constituée par les biens de consommation, 3% par les armes et 37% par les biens d'équipement. Si ensuite l'on compare secteur 1 et secteur 2 de ces deux pays, on obtient pour le secteur 1 un total de 38% pour la Russie et 37 à 37.5% pour la France et pour le secteur 2 on a environ 63% pour la France et 62% pour l'URSS. Par conséquent,

la soi-disant spécificité du modèle soviétique qui serait fondée sur la disproportion entre secteur 1 et secteur 2 n'est pas démontrée. Au contraire même si l'on tient compte du fait que les dépenses publiques en armements sont un facteur de stabilisation de la demande globale et constituent un transfert net de valeur de l'Etat à l'industrie. De plus, si l'on sait que le dit complexe militaro-industriel russe fabrique en réalité à hauteur de 50% de son produit total, des marchandises "civiles"¹⁰, on appréhende avec une plus grande exactitude les véritables contours de cette formation économique. Une différence subsiste cependant : elle concerne le poids plus significatif de la fabrication d'armes sur le total de la production sociale relativement aux pays capitalistes plus développés. Ceci relève en grande partie de la moindre productivité du travail social en URSS par rapport à ces derniers¹¹ et de la nécessité concomitante de s'assurer un niveau d'armement comparable à celui du bloc adverse de l'Alliance Atlantique. La place centrale occupée par le budget militaire en Russie n'est aucunement un motif ou un signe de "stagnation" économique. Comme preuve de cela il suffit de se référer au fait que, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, 45% de la production sociale américaine était constituée de systèmes d'armes mais que la valorisation du capital social total n'y était pour autant pas entravée. En Russie, comme partout ailleurs, les commandes étatiques d'armes ont favorisé l'accumulation et retardé/contenu le déclenchement des crises. Mieux, l'expansion économique de l'Etat, sa capacité militaire de défendre son monopole du sol, ses marchés, sa monnaie sont directement proportionnelles à l'efficacité de son action anticyclique... jusqu'au jour où la valorisation insuffisante, c'est-à-dire la crise de la valorisation du capital total, happe l'Etat-patron lui-même en proportion directe de son implication dans l'économie, de sa taille en tant que capital individuel.

La forme superficielle que la crise prend dans et pour l'Etat, c'est la déroute budgétaire, l'incapacité progressive de ce dernier d'assurer la chaîne des paiements qui procèdent par lui, suivie de la rupture du monopole étatique du sol, des marchés et de la monnaie. La Russie stalinienne en est là, ses crises institutionnelles répétées en découlent. Avec un déficit de 300 Mds de roubles¹², soit 35% du PNB en '91, une dette extérieure de 80 Mds de US\$ qui a généré 17 Mds de US\$ de remboursements et intérêts en '91 et 17.3 Mds prévus en '92, l'Etat stalinien n'est plus à même de représenter efficacement les intérêts de la totalité du capital social. Sa restructuration s'impose avant et pardessus tout au moment même où il est à l'exact milieu de toutes les poussées centrifuges. Il est au point d'acuité maximale d'une concurrence entre capitaux individuels revigorée par la crise.

Le capitalisme russe aura poussé aux ultimes conséquences l'utilisation du levier étatique comme fonction anti-crise privilégiée réussissant à repousser l'échéance de la dévalorisation générale à l'année 1990 (cf. la série sur les indices de la production industrielle). Le règne de Mikhaïl Gorbatchev, en faisant abstraction des éphémères oripeaux du couple perestroïka et glasnost, n'aura pas marqué de discontinuité par rapport à celui de ses prédécesseurs.

"De '85 à '87 la politique économique se résume en deux points : 1) faire de la relance en accroissant le déficit budgétaire, 2) rétablir la discipline dans le pays."

¹⁰ Le dit complexe militaro-industriel russe produit aussi 77% des aspirateurs, 45% des vélos, 69% des machines à laver, 100% des magnétoscopes, 22% des montres, 60% des motocycles et 94% des postes de télévision.

¹¹ Cela est confirmé par un tableau de Daniel R Hewitt basé sur des statistiques SIPRI et ACDA couvrant les dépenses militaires moyennes dans le monde sur la période '72/'88. D'après ses calculs les "pays industriels", c'est-à-dire les grands pays de l'Alliance Atlantique, ont réalisé pendant ce laps de temps 62.7% des dépenses militaires mondiales alors que le taux moyen de leurs budgets d'armement sur les PIB respectifs n'a été que de 3.8%. Les "pays de l'Est" en revanche ne couvrent que 25.4% des dépenses mondiales, mais leur pourcentage moyen sur le PIB s'élève à 9.2%.

¹² Cette estimation est optimiste car n'y figurent pas les "moins-values" des entreprises nationalisées, ni les dettes de certaines sociétés "d'utilité publique" tels les chemins de fer qui n'ont pas moins de 150 millions de US\$ de remboursements impayés.

(Libération du 29/12/91)

Aussi, nonobstant les déclarations "pacifiques" du prix Nobel de la paix Gorbatchev, et par-delà toutes les négociations stratégiques avec les USA, les commandes militaires de l'Etat n'ont jusqu'à ce jour pas sensiblement diminué. L'OTAN a révélé que entre '85 et '88, l'URSS avait accru en termes réels ses dépenses de défense à un rythme plus soutenu qu'au cours des cinq années précédentes (source : Christopher Wilkinson, directeur économique de l'OTAN in *Courrier des Pays de l'Est* N°362 de septembre '91).

C'est seulement en '90 et en '91 que, frappé par la dépréciation du rouble, le budget militaire russe a chuté de 6% par année. Toutefois en termes nominaux il a enregistré en '91 une progression de 36% par rapport à '90, soit un montant de 97 Mds de Rbs¹³. Ce qui a fait dire le 28/12/91 à Mr Dick Cheney, secrétaire américain à la Défense, que

"l'ex-URSS continue à fabriquer des armes nucléaires et à déployer des missiles balistiques visant les Etats-Unis" ... et que cela, bien entendu, "c'est une attitude inacceptable à long terme."

La Russie a poursuivi ses programmes militaires sachant que sa puissance armée devenait à terme un précieux moyen de pression et d'échange afin d'obtenir de l'"aide financière" de la part des "occidentaux". Le maintien de l'industrie de l'armement contribuait également à contenir la crise et procéder à une réduction de ses activités aurait signifié aggraver la situation de la valorisation ainsi que le risque de mettre en mouvement le prolétariat de villes telles que Pétersbourg et Moscou¹⁴ à forte implantation d'usines d'armes. Les décisions du gouvernement russe de baisser, à partir du premier janvier '92, les dépenses militaires de 12% par rapport à '90 et de mettre fin au soutien étatique de certains prix ont déjà poussé le maire de Moscou Mr Popov, pourtant "eltsinien" de la première heure, à passer à l'opposition et à démissionner de son poste de premier magistrat de la capitale.

Recensement provisoire des facteurs de la crise de surproduction générale propres à la formation économique russe.

La crise est toujours définie par le communisme scientifique en tant que surproduction générale provoquée par l'insuffisante valorisation du capital total. A ses débuts, elle se manifeste par des crises monétaires, moyens financières et énergétiques et atteint son sommet par la liquéfaction des anti-cycliques et notamment du premier parmi eux, les dépenses publiques. Toutefois, certains éléments spécifiques à la formation économique déterminée peuvent s'y ajouter et contribuer à décaler les séquences du cycle économique ou même à escamoter la crise pendant plusieurs de ces cycles. L'URSS en est un cas typique car son "originalité" n'est pas sans compter aussi bien dans son développement "sans crises" depuis au moins 1960 que dans la physionomie prise par la crise actuelle et par les différentes actions menées pour sa conservation. La formation du MPC en Russie (qui s'opère entre la deuxième moitié du XIXe siècle et le début du XXe), sa défaite temporaire par la révolution

¹³ Ces données sont officielles, ce qui explique le décalage d'estimation du pourcentage du budget militaire par rapport au PIB cité plus haut. En effet, si les chiffres étaient véridiques, on aurait en '91 un ratio de seulement 11% au lieu des 16% affichés par Mr Eugène Zaleski. Le sérieux de son étude nous porte cependant à douter des montants budgétaires diffusés par l'Etat. Aussi nous les utilisons avec les précautions d'usage et nous en avertissons le lecteur.

¹⁴ L'agglomération urbaine moscovite, en excluant la ville proprement dite, compte près de 60% des emplois totaux dans le secteur de la production de guerre.

communiste (1917-1924), les conditions politiques et sociales de sa restauration post-révolutionnaire (1924-1928), toutes ces périodes ont contribué à modeler, à façonner le capitalisme russe, sa forme de domination particulière sur la société civile et l'Etat qui en est l'expression. Cette étude n'est pas le Heu approprié pour parcourir dans le détail son mouvement. D'autres textes y seront consacrés. Cependant, il convient de noter certaines de ses caractéristiques et de ses résultats. Dans l'œuvre magistrale de Lénine intitulée "Le développement du capitalisme en Russie" de 1899, solide échafaudage de toute la tactique révolutionnaire du parti bolchevik, la Russie y était déjà caractérisée comme étant *"donc un pays capitaliste. Mais d'autre part, il apparaît clairement qu'au point de vue économique, elle est encore très en retard par rapport aux autres pays capitalistes."* (p. 466 Ed. Sociales).

En affinant son analyse, Lénine, déclare dans le même ouvrage, aux pages 559 et 560 :

"Si l'on compare l'époque pré-capitaliste de la Russie à son époque capitaliste ... force nous est de reconnaître qu'en régime capitaliste, notre économie nationale se développe d'une façon extrêmement rapide. Mais si on compare ce rythme de développement à celui qui serait possible étant donné le niveau actuel de la technique et de la culture, on doit reconnaître qu'effectivement le développement du capitalisme en Russie est lent."

Ce jugement s'appliquait à un pays capitaliste pleinement développé (domination du MP spécifiquement capitaliste, prédominance de la grande industrie mécanique) mais affaibli par l'importance relative des MP précédents (notamment à la campagne) et par le tsarisme, (régime féodal qui s'était mis au service du capitalisme sans solution de continuité, c'est-à-dire sans révolution bourgeoise radicale). Toutefois on pourrait le reprendre aujourd'hui intégralement à la condition de le rapporter à la fois au niveau productif atteint par les "autres pays capitalistes", au développement général de la "technique et de la culture" ainsi qu'au fait que la contre-révolution bourgeoise stalinienne restaurant entièrement le capitalisme suit une révolution prolétarienne victorieuse. Elle a donc dû en garder certains simulacres et a été astreinte à modeler les rapports sociaux de production capitaliste rétablis, sur certains apports sociaux de la dictature ouvrière battue.

"(...) le "besoin social", ce qui règle le principe de la demande, est essentiellement conditionné par les rapports des différentes choses entre elles et par leur position économique respective; donc d'abord par le rapport de la plus-value totale au salaire et ensuite par le rapport entre les différentes fractions en lesquelles se décompose la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts etc.)"

(Marx. Le Capital. Troisième livre. Tome 1. P. 197. Ed. Sociales)

La forme spécifique du "besoin social solvable", ou si l'on préfère de la démocratie sociale en URSS jusqu'à cette crise, a été déterminée par certains acquis¹⁵ de la révolution d'Octobre et par les caractéristiques historiques de l'instauration et de la domination du capitalisme en Russie au XIXe et au début du XXe siècle (faible productivité du travail social, forts reliquats résiduels des MP pré capitalistes, conditions naturelles de la production généralement peu favorables). Parmi ceux-ci, on peut énumérer le plein emploi, une hiérarchie des salaires réduite à des rémunérations globalement à "bas pouvoir d'achat". Cela est à mettre en étroite relation avec une productivité du travail social depuis

¹⁵ Lorsque nous parlons d'acquis maintenus de la révolution d'Octobre nous les encadrons par des guillemets car la restauration capitaliste complète, opérée par la fraction stalinienne du parti bolchevik, les a totalement dénaturés de leur sens en les maintenant partiellement dans leur forme. Ce, afin de gagner le prolétariat défait de Russie à l'exploitation et à la corruption politique. Rien à voir donc avec la thèse contre-révolutionnaire des trotskistes selon laquelle "l'URSS était socialiste sous Staline" bien que quelque peu déformée par la bureaucratie, ou même avec l'erreur de la gauche communiste d'Italie qui a cru identifier dans le régime stalinien un régime bourgeois révolutionnaire ou encore une forme supérieure de développement capitaliste, le capitalisme d'Etat. Le développement accéléré de la Russie stalinienne est dû au "rajeunissement" du capitalisme mûr après la guerre et la révolution prolétarienne et pas au mûrissement révolutionnaire bourgeois d'un jeune capitalisme.

toujours nettement moindre par rapport aux autres pays capitalistes centraux du MPC¹⁶. L'Etat démocratique populaire, héritant de la propriété juridique d'une grande partie des moyens de production, s'est vu de plus en plus écartelé entre une centralisation poussée du capital social dont il était à la fois le produit et le facteur actif, et un bas niveau d'accumulation, une faible concentration de capitaux qui se révélait progressivement contradictoire avec la forme juridique centralisée de la propriété.

"Et si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivés à maturité, pour lesquels la masse de profit remporterait sur son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait définitivement. Celle-ci tomberait en sommeil".

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome 1. R 271. Ed. Sociales)

Dans la Russie stalinienne, l'hyper centralisation des capitaux s'est réalisée en précédant de plusieurs lieues la concentration des capitaux, l'accumulation effectuée à des niveaux qui auraient pu exiger cette centralisation. Et ce, à cause de la figure juridique étatique de la propriété imposée par la révolution communiste défaite. Le mécanisme décrit par Marx s'est donc trouvé d'autant plus renforcé que même la masse du profit était insuffisante relativement au maintien et au développement harmonieux de la formation économique à capital social fortement centralisé. Une composition technique de capital moindre (toujours en rapport aux formations économiques concurrentes), donc une basse productivité du travail social, est la raison ultime de la dévalorisation du capital social russe.

"Mais la plus-value en tant que somme totale, est déterminée primo : par son taux; secondo : par la masse de travail utilisée en même temps à ce taux ou, ce qui revient au même, par la grandeur de capital variable."

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome I. R 260. Ed. Sociales.)

L'Etat russe a favorisé la centralisation des forces productives disponibles (par conséquent et dans une certaine mesure la concentration capitaliste, et ce à l'instar de tout Etat capitaliste. Il n'a pas pu agir avec succès sur le taux de plus-value, c'est-à-dire sur le degré de productivité sociale du travail.

La centralisation étatique et la division territoriale du travail poussées ont également favorisé le recul, que certains ont cru sine die, de la crise de surproduction généralisée. Cependant cela s'est fait sans tenir compte du rôle purificateur du marché, du mouvement intrinsèquement concurrentiel du capital, mouvement par lequel s'affirme nécessairement la tendance au capital comme un tout.

Cette action de l'Etat se traduit aujourd'hui par le fait qu'au moins 10% des entreprises russes existent toujours, bien qu'elles vendent leurs produits à des prix qui ne couvrent même pas les coûts de production en matières premières et auxiliaires, ou encore que sa politique économique anti-crise fondée sur des taux d'intérêt nuls ou négatifs ait bridé l'expansion d'un système de crédit et d'un secteur bancaire et financier adéquat¹⁷. L'absence totale de concurrence a fait qu'au moins 6000 des produits

¹⁶ Nombreuses sont encore aujourd'hui les formations politiques d'extrême gauche "anti-staliniennes" ou encore maoïstes, trotskistes, etc. qui croient que la Russie a été et est la deuxième puissance capitaliste mondiale. Ces néophytes, dont le travail théorique éventuel est une simple cerise embellissant leur crème opportuniste, prennent les vessies de la puissance armée pour les lanternes de la force productive d'une formation économique tout comme les USA le leur ont fait croire à nouveau récemment durant la campagne d'Irak à propos du potentiel militaire de ce pays.

¹⁷ *"Aujourd'hui, plus de 400 Mds de Rbs de ressources de crédits sont investies dans l'économie nationale. Le développement de nouvelles, authentiques relations de crédit a été freiné par le coût incroyablement bas du crédit, devenu un canal de financement à fonds perdu. L'octroi des crédits entrave, en mesure non inférieure au déficit budgétaire, l'assainissement de la circulation monétaire."*

Ainsi s'exprimait Valentin Pavlov, un des protagonistes du "putsch manqué" d'août '91 dans un long document expliquant les positions des futurs "complotteurs" et surtout de son gouvernement "légitime" précédant.
(source Mondo Economico n°25/91 du 29/06/91)

industriels les plus courants soient produits chacun dans seulement une usine et que, par conséquent, toute stimulation à une plus grande productivité du travail par la concurrence n'ait tout simplement pas existé, se soit retournée contre le capital lui-même. L'énorme effort étatique pour garder la totalité du capital et ne pas altérer les conditions sociales de l'exploitation a fait de la Russie un pays à longue rotation de capital fixe et globalement sous-équipé en ce qui concerne les moyens de travail; et ce malgré le fait que 38% de la production totale leur soit consacrée. Cela a été le produit d'une conversion et d'une convertibilité en capital et en particulier en capital fixe d'une portion de plus en plus réduite de plus-value sociale. Comparé à la France, ou en '84 près de '60% des outils de production de l'industrie manufacturière avait un âge compris entre zéro et cinq ans (cf. l'excellente étude de Mrs Gilbert Cette et Daniel Sapiro publiée dans les Cahiers Economiques et Monétaires n°28 et dans la revue Economie et Statistiques de l'INSEE en 1988), la Russie fait grise mine. On estime à 55% du total, l'appareil productif ukrainien ayant plus de 20 ans de vie; globalement, pour l'URSS dans son intégralité, à seulement 35.7% du total les machines et équipements de l'ensemble de l'industrie ayant entre zéro et cinq ans (cf. l'étude de Mr Jaroslav Blaha du CEDUCEE dans le Courrier des Pays de l'Est n°362 de septembre '91)¹⁸. De surcroît la basse productivité du travail social rend plus élevés les coûts de fabrication donc les prix de production des marchandises issues du secteur 1 des moyens de production imposant un soutien étatique des prix de marché d'autant plus significatif. Comme nous le soulignons plus haut, la forme spécifique du rapport social dominant n'est pas étrangère à l'établissement de la relation entre plus-value sociale et salaire, soit le rapport entre l'exigence de la continuité de l'exploitation et exploités. Le retard technologique et de productivité du travail dans le secteur 2 pacifique (celui des biens de consommation civils) est encore plus marqué¹⁹.

"Donc, les biens de consommation personnelle tiennent une place de plus en plus réduite dans l'ensemble de la production capitaliste. Et cela s'accorde pleinement avec la "mission" historique du capitalisme et sa structure sociale spécifique; la première consiste précisément à développer les forces productives de la société (production pour la production); la seconde exclut leur utilisation par la masse de la population."

(Lénine. Pour caractériser le romantisme économique. Oeuvres complètes. Tome 2. P152)

Le transfert de la plus-value sociale vers le secteur 1 et 2 militaire, condition de l'action économique de l'Etat, quoique insuffisant -car la plus-value extorquée est progressivement insuffisante-, délaisse totalement ou presque le secteur 2 civil. Ici pourtant se joue la possibilité même de poursuivre l'exploitation dans un climat social apaisé. La mauvaise fertilité de la terre n'arrange rien, les biens de consommation improductive, spécialement ceux d'origine agricole rentrant dans la reproduction de la seule marchandise productive -la force de travail- se fabriquent à des coûts de production élevés et restent chers même après les subventions étatiques pour garder leurs prix de marché à des niveaux acceptables. Une des caractéristiques centrale de toute formation économique capitaliste a faible productivité du travail social, soit à temps moyen de travail social nécessaire à la production des marchandises plus long, c'est l'importance plus grande, relativement à d'autres à force productive

¹⁸ *"Il faudrait aussi prendre en considération le fait que nos moyens de-production ont souvent des caractéristiques qualitativement basses, qu'il existe des réserves consistantes de force de travail, qu'elles croissent et ne trouvent pas encore un emploi pour la simple raison que la base productive se développe lentement."*

(Valentin Pavlov in Mondo Economico)

¹⁹ Toujours dans le même texte de Valentin Pavlov intitulé "Obligés au tournant" on peut lire : *"Nos possibilités de forcer rapidement la croissance du volume de la production du groupe B (cf. les biens de consommation civils) de l'industrie sont essentiellement limitées par le développement manqué du secteur mécanique correspondant, par son insuffisant équipement technique. En cela réside un des motifs principaux du lent développement de la production des biens de consommation, de ces difficultés que déjà depuis longtemps nous rencontrons sur le marché et dans la circulation monétaire."*

sociale majeure, de l'extorsion de la plus-value absolue, de la durée absolue de la journée de travail individuelle et sociale. Et ce, car le coût du travail est, comme temps de travail social matérialisé en marchandises utiles à sa reproduction, lui aussi relativement plus élevé. C'est pour cela qu'il n'existe aucune contradiction entre un coût relatif du travail élevé et des bas salaires, c'est-à-dire des rémunérations à "bas pouvoir d'achat".

La classe ouvrière russe serait "peu productive" selon les litanies des bourgeois du monde entier, "coûterait cher", mais en même temps "crève de faim". En réalité c'est une fraction du capital social mondial qui est inapte à l'accroissement de la puissance productive du travail car l'accumulation y est insuffisante et, évidemment, la composition technique aussi. L'Etat règle autoritairement la formation des prix de production, il en entrave la détermination pleine et spontanée en "aidant" les entreprises non rentables et en inhibant le mouvement concurrentiel du capital. Les prix de marché des biens "pacifiques" de consommation improductive sont inférieurs à leurs valeurs de marché respectives. L'établissement des prix de production, soit le mouvement de libre circulation des capitaux (indifférents aux divers secteurs d'activité capitalistes et mus par l'unique stimulation du profit maximal), est déformée. Le conflit entre les capitaux individuels est contenu par l'Etat et éclate en son sein, le déchirant peu à peu à mesure du rapprochement de la crise de la valorisation. Ainsi les conditions naturelles de la production de certains biens de consommation, ceux issus de l'agriculture, sont "spontanément" négligées par le capital conformément à leurs coûts relatifs de production plus hauts. L'Etat, dans ce secteur, planifie la pénurie presque permanente qui en découle, favorisant implicitement la détermination des valeurs de marché sur la base des valeurs individuelles des marchandises agricoles produites dans les plus mauvaises conditions. Cela prouve que la rente foncière n'était nullement absente dans la Russie démo-populaire, et qu'elle se manifestait simplement par l'existence d'un marché noir florissant et par les rationnements étatiques jumelés à des subventions à l'agriculture inversement proportionnelles à la production agricole. Aussi, on soustraira de la plus-value sociale à l'investissement productif, afin de garantir le "plein emploi"; caractéristique du rapport social qui n'est par ailleurs pas exclusive des démocraties populaires (cf. le fascisme et le nazisme ou la démocratie libérale des temps de guerre), mais qui en Russie représente une sorte d'héritage encombrant de la révolution prolétarienne. Le maintien de nombreuses entreprises déficitaires, d'activités parasitaires ou improductives au point de vue de la valorisation maximale du capital, correspond et va dans le même sens de la déformation du mouvement spontané du capital.

"Ces lois (lois internes effectives régissant la production capitaliste) n'apparaissent comme réalisées dans toute leur pureté que lorsque l'offre et la demande cessent d'agir à savoir quand elles coïncident. En réalité elles ne coïncident jamais."

(Marx. Le Capital. Livre 111. Tome 1. P. 205. Ed. sociales)

L'Etat par son action anti-cyclique, par les dépenses publiques, par un certain degré de planification, par le levier monétaire et militaire tente d'évoquer un besoin social solvable qui puisse coller au plus près à l'offre et tente d'orienter l'offre afin qu'elle puisse rencontrer pleinement la demande... mais il entrave aussi et retarde d'autant la formation du profit moyen, des prix de production, le mouvement à l'égalisation des profits et à la valorisation maximale du capital total.

"Le nivellement constant des inégalités (des taux de profit) non moins constantes s'accomplit d'autant plus vite que : 1) le capital est plus mobile, partant plus facile à transférer d'une sphère ou d'une place à l'autre; 2) que la force de travail peut être jetée plus aisément d'une sphère à une autre, d'un point local de la production à un autre. Le premier point suppose une liberté de commerce totale à l'intérieur de la société et la suppression de tous les monopoles, sauf ceux qui sont naturels, c'est-à-dire qui résultent du MPC' lui-même. De plus, il suppose le développement du système de crédit qui,

face aux capitalistes isolés, concentre la masse inorganique du capital social disponible; enfin la subordination des différentes sphères de production aux capitalistes."

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome I. P. 211. Ed. Sociales.)

A un moment donné, pénurie et surproduction happent l'Etat, lui émoussant tous ses fers de lance anti-crise. A cet instant la monnaie et son cours, jusque là gardés les armes à la main, est bouleversée dans toutes ses fonctions, les échanges s'arrêtent et, avec eux, la production.

C'est la crise qui appelle violemment la dévalorisation d'un capital qui n'est pas ou plus à même de se valoriser à la hauteur historiquement déterminée par le développement des forces productives de la société. Les prix de production s'imposent alors par la force du mouvement spontané du capital social emportant les barrières étatiques. Le capital total se sépare in fine, avec la même violence, de ses portions inopérantes. Le communisme théorique salue avec la plus grande satisfaction la démonstration pratique de l'impossibilité de plier le développement cyclique catastrophique du capital à une rationalité économique instillée par l'Etat qui aurait, comme effet recherché primordial, l'élimination pure et simple des crises. En ce sens "l'effondrement des démocraties populaires à l'Est" représente une colossale victoire théorique du communisme scientifique.

La crise et la concurrence exacerbée gagnent l'Etat : les lignes de la restructuration du capitalisme russe s'embrouillent et s'entrechoquent.

A l'origine des convulsions de la formation économique, il y a une crise de la valorisation d'une gravité exceptionnelle et proportionnelle à la longueur de la période durant laquelle elle a été escamotée. Dans ce chapitre nous tenterons non pas de parcourir les étapes de la crise du sommet politique et de la forme institutionnelle russe mais d'identifier les tendances et les différents projets de sortie de la part du personnel politique dirigeant de ce pays. Les deux moments qui reflètent le mieux les unes et les autres sont comme chacun sait, le "putsch manqué" d'août '91 et le "putsch réussi" -et déjà à moitié raté- de novembre/ décembre '91. Toutefois, avant d'en entamer l'analyse, il convient de rappeler que la crise et le combat à l'intérieur de l'Etat ont lieu sur fond d'absence d'"aide" occidentale, de refus (lire impossibilité) de la part des pays capitalistes les plus forts de mettre en oeuvre un "Plan Marshall" pour les pays de l'Est et pour la Russie. L'estimation des "aides" nécessaires à l'URSS réalisée par le prestigieux hebdomadaire londonien "The Economist" du 21/12/91 est à ce sujet très intéressante. Selon ce dernier, la Russie a besoin -rien que pour '92- de 30 Mds de US\$ pour pallier au plus urgent, accompagnés de la même somme pour chacune des trois/quatre années suivantes. Or, toujours d'après ces évaluations au demeurant plutôt optimistes, les institutions financières internationales et les gouvernements étrangers n'en ont déboursés en '92 que 26 Mds; on ne prévoit rien de plus précis pour les années suivantes²⁰. De source russe officielle, les "besoins immédiats" du pays imposeraient le drainage d'au moins 100 Mds de US\$ en '92. Quoi qu'il en soit, (puisque notre mouvement n'a évidemment pas les moyens de mieux les évaluer que la bourgeoisie elle-même), ce qui demeure certain c'est que le capitalisme en Russie "s'en sortira seul ou ne s'en sortira pas", ne pourra aucunement compter sur un appui international suffisant. Cette estimation est en pleine conformité avec ce qui avait été exposé à ce propos dans le n°2 de cette revue.

Aussi, ce n'est pas un hasard que l'enterrement de première classe fait par le G7 dans sa réunion de la mi-juillet '91 de la proposition d'une vaste aide internationale à la Russie ait eut lieu à peine un mois

²⁰ Il est significatif de noter la décomposition des "aides" financières internationales. Toujours selon "The Economist" on a : 5 Mds en provenance de la Banque Mondiale, 3 de la BERD, 10 de l'Europe, au sein de laquelle l'Allemagne occupe la première place, 3 au Japon, 2 en Corée du Sud, Arabie Saoudite etc. et seulement 3 petits Mds de la part des USA. Voilà, s'il en fallait, encore une preuve du "déclin de l'empire américain" et de l'ascension symétrique de l'Allemagne et du Japon.

avant le "putsch" manqué". Les médiocres résultats remportés à ce sommet par Mikhaïl Gorbatchev ont sonné le glas de l'Union. Le centre politique de l'Etat russe désormais proche de la banqueroute, avait pourtant fait plusieurs concessions majeures aux pays capitalistes centraux : aux USA, à l'occasion de leur guerre contre l'Irak ou des traités de désarmements, à l'Allemagne lors de l'annexion de la RDA, ou encore au Japon a propos de l'ouverture de négociations sur les îles Kouriles. Pourtant les trois plus grands argentiers du monde avaient préféré laisser courir la crise en URSS, talonnés comme ils l'étaient eux-mêmes par la surproduction généralisée.

Depuis juillet '91, la classe dominante russe savait qu'elle ne pouvait compter que sur ses forces très affaiblies et c'est à partir de ce moment précis ou le centre gorbatchévien ne sera plus en mesure de représenter toute la bourgeoisie, que ses différentes fractions et sections régionales commenceront à se livrer une bataille âpre et à ciel ouvert. Le soi-disant coup d'Etat d'août s'inscrit pleinement dans ce contexte. Ici, les hommes du président de l'Union décident de s'appuyer sur ce qui reste de l'administration centrale pour porter un coup fatal à la fois à la tendance à la dislocation régionale de l'URSS, à la concurrence aiguë entre les fractions "nationales" du capital social et à un centre qui, pourtant, les avait inspirés. Le programme économique des "complotteurs" a été exposé bien avant le mois d'août '91 par le premier ministre en titre, "putschiste" lui-même, dans le document déjà cité -"Obligés au tournant"- :

"En roulant parler la langue concrète de l'économie, sous l'angle des actions pratiques finalisées, nous nous posons des Questions ou, plus exactement, deux ordres de problèmes indépendants. Le premier est celui de la stabilisation financière et économique du pays : chose particulièrement importante, l'assainissement graduel de la circulation monétaire, le renforcement de notre devise, le rouble, la normalisation de la situation sur le marché des biens de consommation ... Et, évidemment, les mesures qui sont mises en oeuvre ou le seront, seront difficilement au goût de tout le monde; elles seront parfois dures; elles prendront la forme de mesures extraordinaires, contraignantes."

Avec le coup de force institutionnel d'août '91 les hommes du Gosplan, certaines fractions des corps armés de l'Etat, de l'industrie dite lourde et de l'agriculture nationalisée ont tenté de rassembler autoritairement, par le haut de l'action de l'Etat et en s'appuyant sur toute sa force armée, les conditions de la reprise de l'accumulation. Les mesures immédiatement évoquées allaient dans le sens d'organiser la dévalorisation nécessaire du capital total, d'assurer un repli ordonné de la production capitaliste de la part de l'Etat et d'émousser les acuités sociales les plus évidentes. Ainsi, ont été annoncées :

1) la diminution et la stabilisation des prix des matières premières et leur re centralisation aussi bien afin de contenir les visées locales sur le charbon et le pétrole²¹, que d'alimenter par leurs exportations les caisses centrales en devises étrangères fortes, d'éviter les explosions sociales et de diminuer les coûts de production des entreprises.

2) la suppression des barrières douanières entre républiques pour restaurer intégralement l'unicité du marché.

3) la recentralisation de l'appareil productif par, entre autres, la suppression ou la remise en cause de l'autonomie financière et commerciale des entreprises²² assortie de la restauration du plan, de l'expropriation des capitaux en devises étrangères des sociétés, de la régulation centrale des flux d'approvisionnement en matières premières, en outils de production et en produits finis et de la fixation autoritaire des prix de marché. L'Etat ne se résout pas à figurer comme un simple actionnaire passif, il

²¹ Le 06/05/91, la Fédération de Russie avait obligé, en s'appuyant sur la lutte concomitante des mineurs de Sibérie, le pouvoir central à lui accorder le contrôle des mines de charbon; des pressions analogues ont lieu dans les provinces d'Azerbaïdjan, de Biélorussie et d'Ukraine.

²² En 1988 le Gosplan et les ministères techniques avaient été démantelés et les entreprises obtenaient la possibilité de choisir clients et fournisseurs. Des 1990 les sociétés pourront traiter directement avec les partenaires extérieurs et accumuler des capitaux en devises étrangères.

revendique la faculté d'imposer la cartellisation des capitaux individuels et d'ordonner le marché intérieur et le commerce extérieur.

4) la poursuite de la restauration du rouble par l'augmentation des taux d'intérêts²³, l'incitation à l'épargne, le blocage des dépenses de l'Etat et la répression des velléités locales de battre monnaie²⁴.

5) la réduction ou le blocage des prix de certaines marchandises, notamment alimentaires, conjugués à une lutte ouverte contre le marché noir (cf. le retrait, en janvier '91, de la circulation des billets de 50 et 100 roubles de 1961 pour limiter la circulation monétaire et les échanges non contrôlés par l'Etat), à un rationnement généralisé ainsi qu'à une redistribution "égalitaire" du produit agricole (cf. l'ordre donné à la Biélorussie récalcitrante de mettre ses stocks de viandes à la disposition des villes de la Fédération de Russie).

6) L'augmentation du salaire nominal des ouvriers et des travailleurs improductifs à faible revenu mais aussi, et du même pas, la relance du critère du "mérite" dans la détermination des salaires et la lutte contre le "sabotage économique" par la restauration de la discipline dans le travail et dans la société.

Derrière ce plan, jamais mis en oeuvre, se dessine aussi la tentative de reconstituer, autour de l'Etat, un bloc social réactionnaire unissant "les producteurs" dans une lutte acharnée contre les "spéculeurs" (lire les capitalistes privés), les couches moyennes "parasitaires" (lire improductives de plus-value), les "saboteurs" (lire les ouvriers récalcitrants) et les "nationalistes anti-soviétiques" (lire les républiques autonomistes). Pendant ce temps Mikhaïl Gorbatchev, opportunément parti en vacances en Crimée, restait "en réserve de l'Union" prêt à retrouver sa place de président ou encore à revenir en héroïque résistant à la dictature²⁵. Ses hommes les plus proches sont tout à la fois à l'origine du coup de force et de son avortement. Tel Ponce Pilate, prêt à s'en laver les mains à tout moment, Gorbatchev entérine la décision du "putsch" et se tient en retrait pour ne pas être emporté par la vague de son éventuel échec. Mais, on le verra plus loin, les poussées objectives qui ont mis à mal cette tentative de reprise en main de l'URSS ne l'épargneront pas non plus. Ses "agents de liaison" tomberont les uns après les autres : Moïsséïev, ancien chef d'Etat-Major puis ministre de la Défense et Bessmertnykh, ministre des Affaires Etrangères, sont les premiers en date, Lobov, nommé chef d'Etat-Major après le "putsch" en est le tout dernier. Plusieurs bonnes raisons ont milité en faveur de l'échec du coup de force, exception faite de celle ridicule (pourtant sans cesse évoquée par la bourgeoisie mondiale), de "l'héroïque résistance" d'Eltsine et compères²⁶. Dans l'ordre :

Premièrement, et déterminant en dernière analyse tous les autres facteurs, ce que Marx définit comme une insuffisante "libération de capital", une insuffisante dévalorisation "si l'on veut que la production continue à l'ancienne échelle"²⁷. L'étendue et la profondeur de la crise avait déjà dépassé

²³ En juin '91, Valentin Pavlov s'insurgeait contre la dégringolade de la monnaie nationale et indiquait la marche à suivre :

"Il faut une rigoureuse correspondance entre politique financière et crédit. Le rouble du crédit et celui du bilan doivent être matériellement garantis. Nous allons vers un coût de l'argent plus élevé ayant comme objectifs le rapprochement des taux d'intérêt aux paramètres mondiaux et une politique des taux fondée sur offre et demande."

²⁴ L'Ukraine venait d'annoncer l'émission d'une monnaie "nationale" qui seule aurait donné l'accès aux magasins alimentaires intérieurs; la Géorgie prenait des dispositions douanières et de police pour bloquer l'importation de marchandises en provenance des autres républiques.

²⁵ La DIA (Défense Intelligence Agency), les services secrets de l'armée US, affirment, selon la source New York Times, que M. Gorbatchev était non seulement au courant des dates et modalités du "coup d'Etat" mais aussi qu'il avait invité les "conspirateurs" à l'accélérer, (cf. libération du 23/08/91)

²⁶ Les "militants de la liberté" vraiment disposés à faire face les armes à la main à une action de force contre la "Maison Blanche", siège du gouvernement eltsinien, se comptaient par centaines plutôt que par milliers (Cf. le correspondant à Moscou de la BBC)

²⁷ *"Par libération du capital, nous entendons le fait qu'une traction de la valeur totale du produit, qui, jusqu'alors, devait nécessairement être reconvertie en capital constant ou variable, est rendue disponible et excédentaire, si l'on veut que la production continue à l'ancienne échelle."*

toute possibilité de gestion graduelle et maîtrisée des choses : l'Etat ne pouvait et ne peut que seconder le mouvement de dévalorisation mais non pas le contenir.

Deuxièmement, la restriction dramatique des moyens financiers de l'Etat. Cela interdisait de réguler la phase de crise du cycle économique par l'action étatique anti-cyclique à partir des échanges et de la circulation.

Troisièmement, la dislocation régionale avancée de l'administration étatique. La crise rend à la concurrence entre capitaux son vrai visage de lutte à mort de tous contre tous pour la survie (à moins que le mouvement révolutionnaire des opprimés n'impose à la classe dominante l'unité contre-révolutionnaire²⁸). L'Etat en tant qu'addition juridique de capitaux individuels, ne pouvait pas à un moment donné se soustraire au processus de polarisation et d'affrontement inter-capitalistes. La cartellisation étatique de grandes parties du capital social éclate.

Quatrièmement, et corollairement au facteur précédent, la rupture en plusieurs points de la chaîne de commandement de l'armée. Le moyen militaire, pourtant dernière structure à peu près unitaire, est fortement dépendant des républiques pour l'approvisionnement en denrées alimentaire et pour le recrutement et la nomination des chefs territoriaux. Les conflits ethniques, joints aux débousolements provoqués à la fois par l'issue de la guerre en Afghanistan, par les négociations sur le "désarmement" et par le retrait des pays slaves et germaniques de l'Est européen, ont fait le reste. L'armée elle-même est frappée par la crise et l'Etat central n'est même plus capable de la nourrir correctement et d'assurer les frais de sa restructuration.

Ces motifs d'échec du coup de force institutionnel ne vont pas sans l'émergence symétrique d'un projet apparemment plus "réalisable" car moins ambitieux, de retrait accéléré de l'Etat de l'économie. C'est le programme des dites réformes des "gagnants" d'août '91, dont la caractéristique principale réside dans son modelage, son adhérence et pas son opposition, au cours de la crise. Il s'agit tout au plus de "mesures d'accompagnement" de la dévalorisation, n'ayant pas ou plus l'ambition démesurée de la contenir ou de l'entraver véritablement. Les directives de monsieur Chataline et de son équipe formalisées dans le fameux plan dit des 500 jours, vont dans la direction de (justement en 500 jours) laisser libre cours aux forces déchaînées de la dévalorisation du capital pour permettre plus rapidement la reprise générale de l'accumulation. Ce plan que nous examinerons plus loin, s'appuie socialement en priorité :

a) sur les nouvelles couches bourgeoises privées issues de la crise, fondamentalement concentrées dans la circulation monétaire et des marchandises ou la production de biens de consommation civile,

b) sur les classes moyennes salariées, étudiants en tête, frappées plus directement que la classe productive par l'autorité centrale de l'URSS et

c) sur les classes moyennes anciennes non salariées tels les artisans, les paysans, les coopérateurs etc. qui revendiquent une plus grande "liberté d'entreprise" face à l'Etat comme capitaliste individuel concurrent. Toutes ces fractions de la société civile demandent à pleine voix la démocratie politique et économique au prix d'attaques importantes à la démocratie sociale, au système de protection sociale dont jouit principalement la classe ouvrière. Il était inévitable que ces couches sociales ayant identifié dans le "putsch" une menace supplémentaire à leur marge de manœuvre économique car l'objectif central des "comploteurs" consistait, à cet égard, en la mobilisation normalisatrice contre elles d'une classe ouvrière partiellement assurée du pain, du chauffage et de l'emploi.

Un morceau de pain sans démocratie bourgeoise d'un côté contre la démocratie sans pain de l'autre, voilà comment se présentait à la société civile la crise au sommet en août '91. La classe ouvrière n'est pas

(Marx. Le Capital, livre 111. Tome I. R 128. Ed. Sociales)

²⁸ En URSS, la crise du sommet de la bourgeoisie peut aujourd'hui s'étaler au grand jour car la classe ouvrière est encore, pour sa plus grande part absente de la scène politique; et ce à l'inverse de ce qui arriva en Chine au printemps '89, ou l'entrée forte et décidée du prolétariat dans le conflit qui opposait les différentes fractions de la classe dominante, obligea celles-ci à lui faire face unies.

tombée dans le piège tendu par l'administration centrale de l'Union, n'a pas répondu présent aux appels du pied et aux misérables concessions qu'on lui avait promise, accélérant ainsi la faillite de cette tentative de restructuration de l'Etat et du capital. En revanche, la deuxième hypothèse l'a momentanément emporté (ce qui n'exclut nullement par ailleurs que, pendant ou après la crise, la perspective de la reconstitution de l'Etat central ne revienne en force²⁹). Voici, dans le détail, l'articulation programmatique :

1) Le rationnement de la consommation productive et improductive de matières premières et auxiliaires énergétiques d'origine organique (pétrole – charbon - gaz naturel) et de leurs dérivés (carburants) en plus de la limitation ou du blocage pur et simple de leurs exportations, y compris aux autres républiques. Cela a partir du 01/12/91. Les conséquences sociales d'une telle décision sont imprévisibles : arrêter en plein hiver l'approvisionnement d'usines et de foyers en substances énergétiques relève plus du jeu de hasard que de la gestion sensée.

2) Prise de contrôle par la Fédération Russe de la prospection, de l'extraction, du stockage et de la vente de métaux et pierres précieuses. Fixation étatique de leur prix de marché. Par ce biais, l'administration de Eltsine poursuit l'expropriation et l'annexion des richesses de l'ancienne Union et centralise le marché des marchandises susceptibles de renflouer les caisses exsangues de l'Etat.

3) "Libre détermination" du cours du rouble sur les marchés internationaux des changes. Emission d'une panoplie complète de nouveaux moyens de circulation, plus adaptés à la nouvelle situation de dépréciation accélérée de la monnaie nationale; des billets de 500 et 1000 roubles seront imprimés par la Fédération et pas moins de 60 millions de roubles de coupons d'achat transmissibles seront mis en circulation durant cette année. De telles mesures, bien plus encore que la "libéralisation des prix", tranchent décidément avec les velléités des "putschistes" de "piloter" la crise. Elles attestent de l'impossibilité, à un moment donné du cours catastrophique du capital, de maîtriser quoi que ce soit, d'endiguer la surproduction généralisée de l'extérieur de la production capitaliste, en s'appuyant sur des moyens agissant sur la circulation de marchandises et capitaux.

4) "Libéralisation des prix" à partir du 02/01/92, mais contrôle des dérapages de certains parmi ceux-ci qui pourraient provoquer des explosions sociales trop intenses. Ce dossier est vraisemblablement le plus épineux auquel sont confrontés les "réformateurs" de la Maison Blanche moscovite. Lorsqu'on sait que, si on y intègre les hausses déterminées par l'institution de la TVA sur les marchandises, le pain, les produits laitiers, les aliments pour enfants, les huiles, l'essence, les communications téléphoniques, les billets d'avion augmenteront de 200%; que les médicaments, le sel et les allumettes feront un bond de 300%; que le sucre passera la barre des 250% et la vodka celle des 350% et pire, que le gaz, les combustibles domestiques et le chauffage iront au-delà de celle de 400% on a la mesure des risques sociaux auxquels s'expose le pouvoir administratif. Seules restent dans des termes "raisonnables" les augmentations des transports hors aériens (+100%) ou de l'électricité (+12%). Enfin, maigre cerise abandonnée sur un tel amasement d'horreurs, les loyers restent bloqués.

²⁹ Même Eltsine, pour réussir son "contre-coup" d'Etat et rassembler autour de sa personne une bonne partie de l'administration de l'Union et surtout du haut encadrement des armées, a dû faire allégeance à "une certaine idée de la Russie démocratique" qui la voit hériter de l'essentiel des prérogatives de l'Empire, purgées du fatras idéologique stalinien mais en parfaite continuité avec son essence nationaliste. A ce propos, nous reproduisons l'avis fort intéressant donné au quotidien italien La Repubblica du 10/12/91 par le plus éminent "soviétologue" américain, monsieur Stephen Cohen de l'université de Princeton. A la question de savoir si "*Eltsine voulait détruire le pouvoir soviétique*" il répond avec netteté : "*non, il ne veut pas détruire le centre du pouvoir existant, il veut seulement le russifier*". Et encore, à l'objection subsidiaire du journaliste du quotidien italien pour qui "*aujourd'hui les républiques ont un certain pouvoir...*", il rétorque "*le pouvoir des républiques est temporaire. Comme je l'ai précisé, celle-ci est dans une phase de transition. Dans tous les cas au moins 80% des ressources appartiennent à la Russie. Et cela sera résolutif*". Sur le "nouveau centralisme grand-russe" monsieur Cohen a également une opinion très tranchée : "*Les déclarations d'indépendance sont importantes. Mais les liens économiques le sont encore bien plus. Tôt ou tard il y aura une sorte de réunification. Le problème est : elle sera négociée ou imposée par la Russie? Je crois à la seconde hypothèse.*"

5) La promulgation d'une nouvelle taxe dite sur la valeur ajoutée des marchandises. L'Etat s'oriente vers une fiscalité indirecte forte, frappant à chaque passage dans une sphère particulière de sa réalisation la valeur-capital produite. Au total ce sera au consommateur, qu'il soit productif ou improductif, d'en supporter le poids. L'Etat, pour sa part, crée un dispositif d'assainissement de ses finances qui pourra avoir une certaine efficacité notamment une fois passée la tempête de la crise, lorsque la circulation reprendra son souffle.

6) La mise en vente de la propriété juridique des capitaux individuels nationalisés. Par la privatisation la difficile quête étatique d'argent devrait lui rapporter en '92 -si elle atteignait les objectifs fixés-, 92 milliards de roubles, 210 à 260 en '93 et 120 à 200 milliards supplémentaire en '94. L'Etat a l'intention de vendre 60% de l'industrie agroalimentaire (d'où l'abolition de la forme juridique de la propriété étatique dans l'agriculture, kolkhozes et sovkhoses³⁰), 70% du BIP, 70% de la production et distribution d'énergie électrique, 60% de la distribution, 20% des immeubles et bâtiments en construction. En revanche l'Etat "russe" gardera très près de lui les industries de l'armement, les entreprises d'extraction, raffinage et commercialisation de gaz naturel, charbon et pétrole, le secteur pharmaceutique et chimique et plus généralement les unités de production ayant plus de 10000 salaires ou les sociétés ayant au 01/01/92 un chiffre d'affaires annuel supérieur à 200 millions de roubles. Le plan de privatisation, mis à part l'optimisme affiché par les nouveaux maîtres de Moscou -vraiment pas justifié au regard de ses rythmes d'application et des montants d'argent que l'Etat devrait empocher-révéle, dans sa physionomie, une extraordinaire continuité avec l'"ancien régime".

En effet, en maintenant sous sa coupe l'essentiel de l'appareil productif, le gouvernement de Eltsine s'apprête au "grand retour" de l'Etat dans l'économie une fois passée sa crise de valorisation en tant que capital individuel. Les entreprises de plus de 10000 salariés ou de plus de 200 millions de chiffre d'affaires recouvrent la presque totalité du secteur 1 des moyens de production et du secteur 2 des biens de consommation militaire et civile durables (électronique grand public, électroménager, automobile, agroalimentaire industriel, etc.). On comprend mieux maintenant les raisons profondes du déplacement dans le camp provisoirement gagnant du coup d'Etat démocratique de la fraction dominante de la bourgeoisie russe. Cette même fraction qui était sensée être plutôt derrière "les drapeaux rouges des conservateurs" si l'on se fie aux commentateurs officiels.

En réalité, les éléments de discontinuité avancés par la nouvelle équipe dirigeante vis-à-vis des ténors de l'ancienne Union, relèvent plus d'un enregistrement adhérent davantage à la nature de la crise et aux rapports entre fractions régionales du capital social que de projets radicalement différents de restructuration de l'Etat et de la production capitalistes. Aussi, la tentative de coup de force "autoritaire" d'août 91 fut plus marquée par la préoccupation d'explosions sociales et d'éclatement de l'administration centrale que par une volonté de faire machine arrière sur les "réformes". Pour s'en rendre compte il suffit de comparer, comme nous venons de le faire, les programmes des uns et des autres. Ce n'est que lors de la cérémonie d'adieux de Mikhaïl Gorbatchev, et seulement à ce moment, que l'abolition du PCUS³¹, les "nouveaux procès de Moscou" contre les anciens dignitaires, les "trahisons" et les changements soudain de camp les membres de la classe dominante etc., retrouvent leur véritable dimension de piètres actes d'opérette derrière lesquels se glissent les mouvements profonds du capital en cette région du monde.

³⁰ Selon l'agence de presse Interfax, 10% au moins des entreprises agricoles d'Etat travaillent à perte, c'est-à-dire ont des coûts de production plus élevés que le montant total de valeur-capital réalisée.

³¹ L'abolition du PCUS, tout comme la "suppression" du KGB, du Soviet Suprême ou la réduction des effectifs des armées, correspondent à une cure d'amaigrissement de l'Etat, devant sacrifier au nom de son rétablissement économique et du changement spectaculaire de la forme politique de sa domination actuelle de la société civile (démocratique sans l'adjectif populaire), un certain nombre de ses structures. Cela étant dit, la grande course des "anciens" hauts fonctionnaires aux "nouveaux" postes de directions a commencé, leur recyclage "libéral" est presque complètement réalisé. La continuité de l'administration est ainsi garantie.

Le "nouvel" Etat grand-russe face à la classe ouvrière et aux autres fractions régionales de la bourgeoisie.

Le front face auquel se trouvent aujourd'hui Eltsine et compères est particulièrement aguerris et vaste quoique morcelé. D'une part il lui faut restaurer une prédominance russe sur les velléités autonomistes de la classe dominante de certaines républiques, parmi lesquelles l'Ukraine et la Biélorussie constituent les seules grandes menaces pour la Fédération de Russie. D'autre part, il lui faut maîtriser la reprise puissante des mouvements sociaux, parfois classistes, contre les effets de la crise.

La manœuvre de Boris Eltsine, culminant dans sa "résistance" théâtrale aux "comploteurs" d'août, pour évincer Mikhaïl Gorbatchev³² et annexer les institutions de l'Union a pu aboutir (mises à part les raisons profondes, objectives, de son ascension au pouvoir central qui ont été examinées plus haut) grâce au soutien ou à l'indifférence de ses deux adversaires actuels.

Durant toute l'année '91 Boris Eltsine a dangereusement surfé sur les contradictions qui, au fur et à mesure, ébranlaient les autorités centrales. Ainsi on le voit tout à la fois promettre et octroyer des augmentations aux mineurs sibériens en grève pour obtenir leur feu vert à la "russification" des mines, reconnaître en premier la souveraineté des pays Baltes, se battre pour l'"autodétermination" de chaque république et rassurer les militaires sur le maintien de leur salaire, privilèges etc. Chantre de tout et de son contraire, il exploite l'avantage, gagné par son "opposition active au putsch", sur l'équipe du président et sur les institutions de l'Union afin d'incorporer les unes et les autres à forces de décrets "anticonstitutionnels" et de retournements de vestes précipités. En concert avec les autres républiques, il achève l'Union par l'étranglement Fiscal (refus de verser la quote-part des entrées fiscales dues à l'Etat central) et par le "laxisme" budgétaire, salarial et des crédits (accord de prêts à des taux d'intérêt dérisoires, augmentation des salaires des fonctionnaires, gonflement des déficits budgétaires régionaux). L'Union, frappée par la crise et asphyxiée par les républiques, a dû succomber, mais ce sont aujourd'hui exactement les mêmes problèmes -aggravés par les secousses récentes et par l'approfondissement de la crise- auxquels font face la Fédération de Russie³³ et son émanation mort-née, la "Communauté des Etats Indépendants". Cet état de fait autorise Mr Gregory Yavlinsky, auteur du plan Chataline, à affirmer que :

"un jour, le gouvernement russe se trouvera confronté à la rébellion des régions et des districts qui forment la fédération. Autrement dit, il va se passer pour Eltsine avec la Russie, ce qui est arrivé à Gorbatchev avec les Républiques."

(Le Monde. 22/01/92).

La réalité d'une division territoriale du travail, très poussée à l'échelle de l'ancienne Union, et d'un développement économique inégal (qui a favorisé sans discontinuité la Russie, la Géorgie, les pays Baltes, la Biélorussie et dans une moindre mesure l'Ukraine et le Kazakhstan) est en train d'émerger avec une vigueur sans cesse renouvelée. Elle prend actuellement la forme d'un conflit ouvert entre républiques et notamment entre les deux plus importantes : la Russie et l'Ukraine. Si l'on se base sur le

³² Nous considérons Mikhaïl Gorbatchev comme étant "en réserve de l'Etat"; il n'est en effet pas exclu, loin de là, de le voir réapparaître en sauveur "socialiste et démocratique" des institutions si, comme il est probable, le régime Eltsinien ne résiste pas au choc de la gestion de la crise et des coûts des restructurations. Avec lui seront alors peut-être ré exhumés les "drapeaux rouges" aujourd'hui rangés au profit des symboles tsaristes.

³³ D'après Mr Jeffrey Sachs, premier conseiller étranger du gouvernement Eltsine, "la Banque Centrale de Russie a refusé au gouvernement et aux responsables du FMI l'accès à ses comptes; elle dépend du Parlement russe mais elle continue à distribuer des crédits et d'émettre des roubles au maximum des capacités de la planche à billets, annihilant ainsi les effets possibles du plan de stabilisation russe. "

(Le Monde. 17/01/92)

périmètre de l'ex-URSS, la Russie, qui ne compte que 51% de la population, représente 61% du PIB total et 75% de la production des moyens de production. C'est aussi la seule république à être commercialement excédentaire (9% de son PIB) et elle se place loin devant les autres pour la productivité du travail (au moins 50% de mieux par rapport aux mieux placées). En outre, elle concentre sous son étendard l'essentiel de l'armée et des moyens monétaires et financiers. En revanche, la Russie est tributaire des républiques limitrophes pour les biens de consommation : elle n'en produit que 25% sur le total de l'ex-URSS alors qu'elle consomme plus de 95% des excédents de produits agricoles.

L'Ukraine aussi possède un certain nombre d'atouts qu'elle est en train d'exploiter à fond pour améliorer sa position à l'égard du grand frère ennemi russe. A propos du secteur des moyens de production, conjointement à la Biélorussie, sa part s'élève à 22% du total, pour les produits métallurgiques elle atteint le pourcentage considérable de 83%; son commerce extérieur est plutôt bon avec 15% de l'ensemble des exportations (la Russie est à 71%); son excédent agricole reste significatif (+36%) alors que sa dépendance des importations russes de produits énergétiques et chimiques reste marquée (-39%). Sur un plan géostratégique cette république est la seule à avoir des chances de pouvoir peser dans la confrontation qui l'oppose à la Fédération de Russie. La mascarade des conférences de Minsk, la fondation d'une improbable Communauté d'Etats indépendants, les "embrassons-nous Folleville" des petits satrapes locaux sont déjà de l'ordre du passé. A l'heure où nous écrivons, au cœur d'une situation de confusion certaine entre les deux grands de l'ex-URSS, les épineux dossiers d'antan reviennent à la surface : monnaie, force militaire, énergie, denrées alimentaires, "aide" internationale. Des actes hostiles, qui au demeurant auraient pu provoquer en d'autres circonstances plus d'une guerre, sont commis par les uns et par les autres. Dans le désordre : dès le mois d'octobre '91 l'Ukraine a stocké 8 millions de tonnes de charbons et n'a pas obtempéré aux engagements pris par Moscou d'exporter vers l'Est européen une partie de sa production d'énergie électrique; les autorités monétaires russes ont refusé d'approvisionner l'Ukraine en billets de 500 et 1000 roubles; Moscou a interdit, par un décret daté du 26/12/91, d'exporter vers les autres "Etats" de la dite communauté 60 autres biens de consommation courante (essentiellement des denrées alimentaires mais aussi des vins et spiritueux, du tabac, des tissus, des chaussures, de l'électroménager, des appareils photo, des vélos, etc.) et moyens de production (certains équipements électroniques, des matériaux de construction...); des discriminations à l'égard des russes ont vu le jour dans les pays Baltes auxquelles on a répondu par le non-paiement des droits douaniers et portuaires de la part du premier aux seconds; l'armée est soumise à des tentatives de dépeçage opérées sans la moindre concertation; les luttes intestines en Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie etc. font rage. Cette liste pourrait encore s'allonger démesurément et chaque jour apporte sa cargaison de nouvelles allant dans le même sens. La situation globale est bien décrite par la petite phrase du président ukrainien Léonid Kravtchouk et pourrait s'appliquer aux rapports réciproques de toutes les républiques et entre chacune et le centre russe :

"La Russie ne se comporte pas avec l'Ukraine comme avec un Etat souverain".

La Grande Russie, forte de son économie et de son Etat (auparavant cachée derrière P"internationalisme" stalinien teinté de rouge), tente de s'imposer aux autres provinces. Cette fois-ci, et, on pourrait parier, seulement pour un temps, ses habits sont la démocratie, l'autodétermination, la souveraineté et les libertés, mais sa substance demeure inchangée. Elle est déterminée aussi bien par le développement capitaliste de l'aire géopolitique et de ses formations économiques que par la gravité de la crise: tous deux rendent actuellement difficile l'emploi des vieux clichés démopopulaires. Aussi, le jugement exprimé par Marie-France Calle dans les Echos du 09/01/92 reste d'une grande pertinence :

"Il semble en tout cas de plus en plus évident que les républiques de l'ex-URSS ne pourront sortir de la crise financière dans laquelle elles s'enlisent sans une aide conséquente de l'Occident. Selon certains observateurs, l'introduction de monnaies nationales n'aura de sens que si elles font l'objet d'une convertibilité interne, une solution qui suppose la mise en place d'un important fonds de Stabilisation".³⁴

En d'autres termes, sans la mise en oeuvre d'un "plan Marshall", jugé irréalisable dans les conditions actuelles, les contradictions ne pourront que s'aggraver. De la même manière la sanction économique de la souveraineté nationale des "nouveaux Etats", que représente une monnaie en propre, sera loin de se concrétiser.

Le deuxième obstacle de taille à l'apaisement des conflits inter capitalistes et à la possibilité de maintenir la cohésion de la formation économique pendant la crise ce sont les classes "dangereuses", l'apparition de mouvements "incontrôlés" contre les effets de la dévalorisation.

Pourtant, avant son accession au pouvoir, Eltsine avait entrepris de caresser dans le sens du poil les ouvriers, les employés de la fonction publique, les militaires et autres couches salariées non productives. Pour les soustraire à l'emprise des "putschistes" il avait multiplié les promesses d'augmentation de salaires, de renforcement de la protection sociale, de sauvegarde des emplois... Dès qu'il a pris possession des commandes suprêmes de l'Etat, lui aussi s'est trouvé face au casse-tête d'un coût du travail excessif relativement aux exigences de la valorisation et d'une armée industrielle de réserve trop réduite (2 millions de chômeurs estimés à ce jour) mais qui devrait passer à 4 millions avant l'été, puis à 8 millions au mois de septembre '92, soit 12% de la population active). Pendant ce temps il doit se confronter à une combativité latente des salariés qui s'est exprimée -parfois en remportant des succès économiques quoique nécessairement éphémères- durant toute l'année '90, la première moitié de '91 et encore en ce moment. En témoignent à titre d'exemples ces deux faits : en '90, les revenus ont progressé de 14.5% tandis que les prix de marché des produits alimentaires des magasins d'Etat n'avaient crû que de 4.2%; sur le périmètre plus limité de la Biélorussie et entre avril et août '91, les salaires ouvriers ont connu des progressions allant jusqu'à 100% et, toujours sous la pression de luttes défensives, certains prix ont même dû être baissés imposant à l'Etat l'octroi de subventions supplémentaires. Globalement, on estime à 97% la croissance des prix à la consommation sur les six premiers mois de l'année '91 et à 75% celle des salaires, toutes catégories confondues. Ainsi, on peut affirmer que dans la première moitié de l'année dernière, les salaires ont fait preuve d'un minimum de tenue, relativement aux prix à la consommation (-20% de "pouvoir d'achat"). Parallèlement, la productivité du travail n'a pas connu de progression, faute d'investissements productifs. D'après l'ancien président de la Banque Centrale de l'URSS dans un entretien au quotidien La Tribune de l'Expansion du 09/09/91 :

"Depuis cinq ans (en '91) le revenu de la population a augmenté de 54% alors que le niveau de la production n'a pas varié. Cette année il a chuté même."

³⁴ La décision ukrainienne de transformer ses coupons transmissibles en une véritable monnaie nationale ne va certes pas dans le sens indiqué par la journaliste des Echos. Eltsine, répliquant à Kiev, déclare le 15/01/90 que la Russie allait accélérer l'émission d'une monnaie russe, prévue pour le mois de juillet '92. Puis, sur un ton beaucoup plus menaçant, il rappelle que :

"nous les surveillons de près et nous disposons d'informations sur les lieux et les modalités d'impression des billets en Ukraine"...

Ces lieux, c'est la France. Plus récemment, dans une interview accordée aux Echos du 21/01/92, Mr Volski, président de l'organisation patronale russe, était encore plus explicite :

"L'introduction d'une monnaie ukrainienne commence déjà à provoquer un afflux de roubles en Russie. Nous sommes obligés de nous défendre."

Pour toutes ces raisons le capital social russe et son représentant étatique doivent inévitablement effectuer des coupes sombres dans les niveaux de vie et dans l'emploi des salariés sans avoir à offrir en échange une quelconque contre-partie digne de ce nom.

En ce coin du monde, la démocratie sociale est aujourd'hui tout au plus un doux rêve de certaines fractions bourgeoises mais rien d'autre. Personne n'est à même d'assurer la nécessaire dévalorisation du capital variable et sa réduction non moins nécessaire sans encourir alors des risques d'explosions graves au sein du tissu social, sans ébranler la cohésion de la société civile et de l'Etat, facteur vital de la poursuite de la dictature capitaliste. La comparaison avec la situation de la classe ouvrière dans l'ancienne RDA est intéressante. Ici, en effet, l'opulente RFA a pu, sans trop de mal jusqu'ici, s'acheter un degré de conflit social acceptable, nonobstant la profondeur de la crise en Allemagne de l'Est, et ce à force de subventions, aides sociales, emplois assistés, maintien partiel de la valeur de l'épargne des ménages, etc.³⁵. Là, en Russie, les seules misérables mesures amorcées par les nouvelles autorités frisent couramment le ridicule.

Que dire par exemple de l'engagement pris par l'Etat d'augmenter de 90% à partir de janvier '92 les rémunérations des employés civils et militaires de l'administration? Ou du décret portant le SMIC (salaire minimum inter-catégoriel) de 215 roubles mensuels à 342 ou même 400³⁶? Ou encore de l'octroi d'allocations, équivalentes à 25-60% du SMIC, aux étudiants et aux mères de famille cessant toute activité pour élever les enfants? Mais déjà, les sourds grondements d'une population exaspérée par le durcissement des conditions d'exploitation et, plus globalement, du travail salarié, font vaciller les autorités titubantes. Ainsi les députés russes et ukrainiens se sont empressés de remonter à 400 roubles le SMIC, désavouant implicitement leurs dirigeants gouvernementaux. Ainsi, un mois seulement après l'institution de la TVA, Eltsine lui-même a dû reculer sur le pourcentage qui passe de 25 à 18%.

"Ainsi, devant le mécontentement populaire, un certain nombre de municipalités de la Fédération de Russie ont décidé de diminuer administrativement les prix de certains produits. C'est le cas à Stavropol (nord du Caucase) où, à la suite de bris de vitrines et de menaces de mort aux commerçants, les autorités locales ont diminué les tarifs de la viande et des saucisses. A Vladimir (Russie centrale), c'est le prix du lait qui a été diminué. A Kirov (nord-est), le kilo de morue était revenu lundi (U6/01/92) à 27 roubles contre 120 affichés dimanche (05/01/92 soit quatre jours à peine après le "big bang" des prix).

(La Tribune de l'Expansion du 08/01/92)

³⁵ "Le traitement social du chômage freine l'embauche dans l'ex-RDA", ainsi titre la Tribune de l'Expansion du 10/01/92. Et plus loin :

"Selon le ministre de l'Economie (Jürgen Möllemann), les emplois d'utilité collective, payés au tarif normal et accompagnés de formation continue, détournent d'un emploi régulier, réduisent les embauches et freinent donc la reprise. Il propose d'en réduire la durée de 12 à 6 mois et suggère que le salaire versé soit inférieur au montant normal. Le président de l'Office fédéral du travail objecte que, justement, les emplois d'utilité collective se doivent d'être attractifs pour détourner du chômage."

De toute évidence, la bourgeoisie, empêtrée dans les pièges des contraintes budgétaires, ne craint pas le paradoxe lorsqu'il s'agit d'"expliquer" la nécessité de freiner les dépenses de la paix sociale.

³⁶ Ces chiffres doivent être comparés au coût de la vie pour révéler tout leur caractère dérisoire. D'après la Komsomolskaïa Pravda, en février '91, le prix d'"un panier mensuel de la ménagère", soit des produits alimentaires nécessaires à nourrir une famille de taille moyenne, était de 261 roubles; d'après nos estimations, à la fin des 6 premiers mois de '91 son prix devait être d'environ 470 roubles si l'on se base sur un "taux d'inflation" de 97%. Il faut avoir à l'esprit aussi que le revenu moyen est aujourd'hui de 475 roubles mensuels et que celui d'un travailleur manuel était, au début du mois de janvier '92, de seulement 380 roubles. Par ailleurs, le coût de la nourriture quotidienne d'une famille avec trois enfants a crû de 2 roubles en '85 à 18.6 roubles en '91. Il est intéressant de rappeler aussi que, selon le journal Nezavisimaya Gazeta, le niveau de vie des citoyens russes est aujourd'hui comparable à celui de 1946, soit une chute au niveau d'il y a 45 ans..

Ainsi les mineurs du Kazakhstan se sont mis en grève pour doubler leurs salaires et à Alma Ata, capitale de la même république, les ouvriers ont croisé les bras à partir du 06/01/92 contre les augmentations des prix. La liste des agitations, à l'heure où nous écrivons, s'allonge de jour en jour et est loin d'être exhaustive faute d'informations directes. Certains bruits en provenance des milieux dirigeants font état de projets de lois interdisant pendant un an les grèves et les manifestations. La bourgeoisie oscille entre la capitulation face aux revendications ouvrières et le coup de poing répressif. Parmi les "nouveaux" requins on assiste déjà à des désolidarisations à l'égard du pouvoir par crainte d'être emportés par la vague de désordres (le très eltsinien maire de Moscou Gavril Popov a donné sa démission). La perspective affichée de manière éhontée par Eltsine d'une perte de pouvoir d'achat ultérieure de l'ordre de 30% pour cette année '92 trouble la nuit des capitalistes et de leurs fonctionnaires les plus zélés partout dans le monde. Nous ne pouvons pas résister au plaisir de citer de directeur de la CIA, Mr Robert Gates, qui le 10/01/92 a qualifié *"la situation économique de l'ex-URSS plus dangereuse que le nucléaire"* et qui s'attend *"aux insurrections les plus importantes dans ce pays depuis l'arrivée au pouvoir des bolcheviks."*

Comme nous ne pouvons que nous réjouir de la fleur offerte au communisme par l'insoupçonnable Wall Street Journal du 29/11/91 qui prédit dans un long et instructif papier de Mr H.F Myers, entièrement consacré à Karl Marx *"la persistance du spectre"* du marxisme et qui arrive à reconnaître que *"l'analyse de Marx peut dans un sens être appliquée à l'étonnante désintégration des gouvernements communistes, régimes bâtis sur les fondations de sa pensée mais qui n'ont pas été conformes à ses prescriptions."*

Les communistes orthodoxes saluent l'effondrement -peut-être malheureusement pas définitif- de l'opportunisme stalinien et de la forme dépopulaire de la dictature du capital, même si cela s'accompagne de l'éclosion de la revanche aux relents fétides des classes dominantes d'ici et d'ailleurs. Le prolétariat, lui, encore embrigadé dans les rangs d'organisations politiques et syndicales contre-révolutionnaires, perçoit cependant toute l'énergie de la détermination économique de son cycle politique. A long terme, la crise travaille pour l'issue révolutionnaire et pour l'émergence d'un fort et puissant parti communiste. Pourtant la question du moment de la reprise classiste, de la sortie d'un cours politique contre-révolutionnaire, s'imbrique aux temps de la crise et constitue un élément de vive préoccupation pour les combattants du camp prolétarien. Un trop grand décalage entre les uns et les autres, dans un contexte toujours aussi marqué par une extraordinaire faiblesse du facteur communiste, pourrait étouffer une fois de plus la révolution communiste.

Cette crise du capital social mondial, n'est à l'évidence pas la dernière et la classe ouvrière n'est pas en passe d'engager son combat décisif. Néanmoins, son cours ainsi que son issue politique, pèseront lourd sur la durée de vie des rapports capitalistes de production. C'est pour cette raison que les révolutionnaires sincères, les ouvriers d'avant-garde doivent, au plus tôt, assumer au sein des luttes de leur classe l'entière responsabilité de l'action communiste organique.

"A aucun moment ce parti (communiste) ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme profond qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat »

(Marx-Engels. Manifeste du Parti Communiste. 1847)